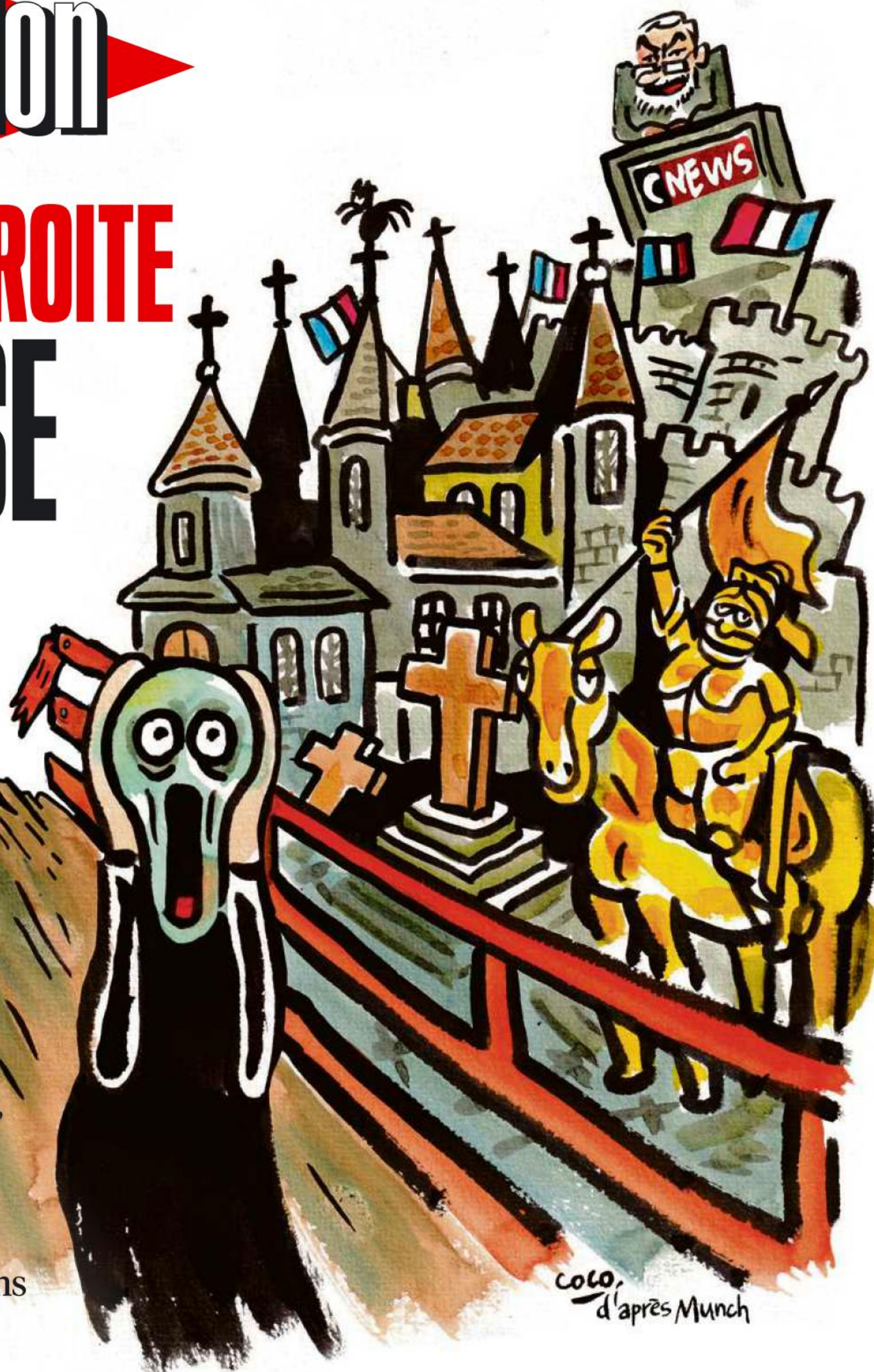


Libération

EXTRÊME DROITE L'IMPASSE CULTURE



Obsession du patrimoine, baisse des subventions, privatisation de l'audiovisuel, fixette antiwoke... «Libération» a enquêté sur les ambitions culturelles du RN. Inquiétant. **PAGES 2-6**



GUERRE ISRAËL-HAMAS
Armement, dégâts matériels... la facture du conflit au Proche-Orient
PAGES 14-17

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
Racistes, dépités, inattendus... les candidats passés au crible
PAGES 8-11

ÉDITORIAL

Par
LAUREN PROVOST

«Pétrifiée»

Quand on parle de «culture», eux préfèrent parler de «patrimoine». C'est ce mot qui, en 2022, était en majesté dans le programme de «redressement moral du pays» de la candidate Le Pen. Un choix qui en dit long sur ce qu'il adviendrait de la culture dans un gouvernement Rassemblement national. Dès la première phrase de la profession de foi de la candidate d'extrême droite, on trouve un autre mot très signifiant, «pétrifier»: «Le patrimoine est notre histoire pétrifiée, au sens premier de cet adjectif.» Un verbe qui dit tout du programme du RN. «Pétrifier», c'est la vieille pierre d'«une France fière de son passé et de son origine». Si nous n'avons rien contre les châteaux forts et les abbayes, la culture en France ne peut être «pétrifiée». La culture est tout sauf fossilisée, figée, paralysée. Ce qui fait la grandeur de la France, pour reprendre les termes chers aux identitaires, ce qui fait son rayonnement, c'est tout le contraire. C'est sa vitalité culturelle. Sa liberté de créer. Ses formes d'art sans précédent. Sa liberté de penser, et de penser contre. C'est la culture dans ce qu'elle a de plus subversif, son altérité et sa magnifique ouverture sur le monde. Les moyens qui sont offerts à la création aussi. C'est ça que le monde entier nous envie. Et on sait que l'accession du RN au pouvoir y mettrait un point d'arrêt. Au-delà de sa bataille pour la privatisation de l'audiovisuel public, le RN affiche la couleur dans les politiques culturelles locales. A Perpignan, laboratoire municipal de Louis Aliot depuis quatre ans, les acteurs du secteur dénoncent une politique du «repli sur soi» et disent leur crainte de perdre leurs subventions. Une méfiance que l'on retrouve dans d'autres villes sous pavillon RN, où s'installe la peur d'un contrôle des élus sur le contenu des projets artistiques et de la censure dès qu'il est question d'immigration ou de genre. On ne peut imaginer une seconde que les artistes et créateurs français acceptent d'être pétrifiés sans entrer en résistance. ◆

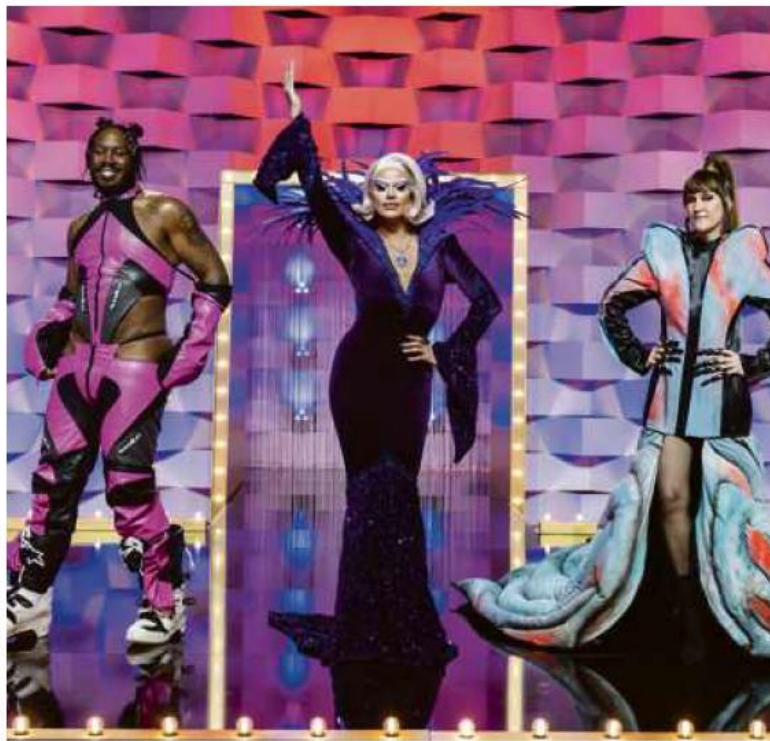
ANDREA SAVORANINERI, NURPHOTO, AFP



THOMAS SAMSON, AFP



NATHALIE GUYON, FTV



COLLECTION CHRISTOPHEL, AFP



Philippe Ballard s'est étranglé que le service public puisse diffuser une émission mettant en scène des drag queens.

Jean-Philippe Tanguy a déposé un amendement pour que les mangas soient exclus du Pass culture.

RN A l'Assemblée nationale, bâillon de culture

«Libé» a épluché les mesures votées ou soutenues par les 11 élus Rassemblement national qui siégeaient à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, et y a repéré quelques obsessions inquiétantes: patrimoine, «wokisme», attaques contre l'audiovisuel public...

Par
ÉLISABETH
FRANCK-DUMAS
et CLAIRE MOULÈNE

Ils étaient 11 députés, 7 femmes et 4 hommes, étiquetés Rassemblement national (RN), à siéger au sein de la commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée nationale. Le 9 juin, jour de la dissolution surprise, leur mandat a pris fin prématurément. Ces deux dernières années, qu'ont-ils voté, défendu, soutenu ou assené sur les bancs de l'hémicycle ou à l'occasion des auditions des différents représentants du service public en matière de culture? Des centaines de prises de parole, questions écrites, questions au gouvernement et autres propositions de loi produites avec plus ou moins d'assiduité par ces députés parfois introduits de longue date dans la vie politique, parfois totalement novices, et que nous avons épluchées, il ressort une petite musique avec ses thèmes récurrents et ses refrains entêtants. Défense du patrimoine, privatisation de l'audiovisuel français, promotion des régionalismes et autres



XOÏSE BOUZAS, HANS LUCAS, AFP



PANAYOTIS PAVLEAS, HANS LUCAS, AFP

Caroline Parmentier a mené la fronde contre un tableau de Miriam Cahn dénonçant les horreurs de la guerre.

A Bruay-la-Buissière, les miss qui cachent la forêt

Dans la ville du Pas-de-Calais, tombée entre les mains du RN en 2020, le poste d'adjoint à la culture a été supprimé et le service des affaires culturelles remplacé par un «pôle événementiel» raboté de la plupart de ses salariés.

La culture, un gros mot ? A Bruay-la-Buissière, 22100 habitants, où la liste «La France revient» de Jordan Bardella a recueilli 63,45% des voix aux élections européennes le 9 juin, le mot culture a disparu de l'organigramme. La commune des Hauts-de-France, ex-cité minière qui votait jusqu'alors à gauche (PS), a confié en 2020 les clés de la mairie à Ludovic Pajot, député RN du Pas-de-Calais. Sous sa mandature, en quatre ans, tout a bougé, les têtes, les associations, la programmation. Une fois les équipes précédentes au placard, c'est Robert Mille qui a supervisé la politique culturelle pendant quatre ans. Mais, en février 2024, subitement, l'homme a été écarté et son poste tout bonnement supprimé. Il n'y a désormais plus que huit adjoints à la mairie et non plus neuf : à la poubelle donc le poste d'adjoint à la culture. «J'ai voté contre mais j'étais seul, rapporte Arnaud Vanderhaeghe, élu d'opposition LFI. Robert Mille est certes élu RN mais c'était un homme de culture, je ne voulais pas que le maire s'approprie seul la délégation, j'ai de gros doutes sur sa gestion des affaires culturelles. Mais c'est passé.» A part Arnaud Vanderhaeghe, les élus d'opposition sont aux abonnés absents au conseil municipal. Depuis février, c'est le maire qui gère donc en direct.

«Fossoyeuse». A la mairie, où une convention d'achat groupé a été signée avec la ville d'Hénin-Beaumont pour les marchés publics, on ne parle pas de service des affaires culturelles mais de «pôle événementiel». En 2021, est arrivée une femme qui a changé la donne : Doriane Vivard, surnommée «la fossoyeuse»

ou la «coupeuse de têtes». Cette nouvelle «chef protocole animations», passée par Hénin-Beaumont au service relations publiques, a raboté le «pôle événementiel» à quatre agents, plus un technicien, alors qu'ils étaient quatorze – techniciens inclus – à l'ère PS. Doriane Vivard a tout simplement pris la place du directeur du cinéma. Injoignable, nous dit-on à la mairie, elle n'a pas donné suite à nos appels. Dès 2021, elle a organisé, comme à Hénin-Beaumont, une élection de miss. Selon *la Voix du Nord*, l'événement était un souhait du maire, qui avait été contacté par le comité Miss France. A Bruay-la-Buissière, la programmation du pôle événementiel est visible sur le journal en ligne, qualifié de «journal municipal de propagande» par l'élue d'opposition Marlène Rotar Zingiro, qui a déploré dans *Liberté Hebdo* le manque de place accordé aux projets alternatifs et des insultes à son encontre.



«Vigilance». Les pages déroulent le programme : concerts de Sheila, de Christophe Willem et d'Amel Bent, rencontre avec Elie Semoun, gratuité de la bibliothèque, spectacles pour la petite enfance, mais aussi fêtes foraines, feux d'artifice, jeux gonflables, marché de Noël, parades de géants, hommages à la musique pop des eighties, des événements populaires, pas réservés «à l'élite». Mais difficile de recueillir des témoignages à visage découvert tant le climat «inflammable» exige une «vigilance» de tous les instants pour ceux qui ne partagent pas les idées du maire. En 2022, deux profs qui animaient depuis longtemps des cours de théâtre, très appréciés, ont été remerciés et remplacés par une association, selon *la Voix du Nord*. Exit aussi le centre social Part'Agés et ses 17 salariés, qui faisaient de l'animation culturelle et sportive. «C'était dans les petits papiers du maire depuis le début, commente Arnaud Vanderhaeghe. Il voulait la mainmise sur cette association dont la présidente était sur une liste d'opposition. Il a d'abord raboté les subventions, puis il les a carrément supprimées.»

CLÉMENTINE MERCIER

folklores, lutte contre le spectre «woke» ou abolition de l'écriture inclusive comptent parmi les rengaines favorites de ces députés RN. Plus surprenant, on compte aussi certains combats de façade qui, à bien y regarder, ressemblent à des faire-valoir : lutte contre l'antisémitisme, portée notamment par le député Julien Odoul, protection de l'enfance, soutien relatif à la restitution des biens spoliés, meilleure représentation des outre-mer... Autant de combats louables mais qui, dans la stratégie du RN, ressemblent à des chiffons rouges.

Patrimoine

Dans la profession de foi de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022, on a beau chercher, pas d'entrée culture. A la place, un onglet «patrimoine». «Le patrimoine est notre histoire pétrifiée, au sens premier de cet adjectif ; c'est pourquoi il tient une place majeure dans le programme de redressement moral du pays», pouvait-on lire dans le document. Au menu, deux mesures en particulier retiennent l'attention : le partage à 50/50 du 1% artis-

tique, le programme de commande publique, qui se répartirait dès lors à égalité entre soutien à la création contemporaine et restauration du patrimoine existant, et la création d'un «service national du patrimoine, ouvert aux jeunes de 18 à 24 ans pour une durée de six mois renouvelable une fois». Dans l'une de ses questions écrites adressée le 9 avril à Rachida Dati, la députée RN de l'Essonne, Nathalie Da Conceicao Carvalho, mettait en balance quelques chiffres : une réduction des crédits budgétaires alloués au patrimoine de l'ordre de 99 millions d'euros, contre «la consommation touristique totale» qui «représente environ 150 milliards d'euros pour la France dont plus de 40 milliards rien que pour la région Ile-de-France». Un mauvais calcul en somme, selon elle. Le 11 juin, soit deux jours après les élections européennes, c'est au tour de Roger Chudeau, 2^e circonscription du Loir-et-Cher, de demander à la ministre si elle envisage «de procéder à une révision» de ces coupes budgétaires «afin de préserver le patrimoine culturel français». Caroline Parmentier, députée RN de

la 9^e circonscription du Pas-de-Calais depuis 2022 et ex-attachée de presse de Marine Le Pen, rappelait quelques semaines plus tôt à sa pré-décesseuse, Rima Abdul Malak, en plein vote des crédits de la mission culture, la droite ligne de son parti : «C'est le sens de notre programme au Rassemblement national de promouvoir un projet enraciné, celui d'une France fière de son passé et de son origine.» C'est elle aussi qui porta la proposition de loi constitutionnelle visant à «assurer la préservation et la promotion du patrimoine matériel et immatériel historique et culturel français à l'article premier de la Constitution». Objectif : «Rénover 4800 édifices menacés par l'usure des siècles» – comprendre : en prenant entre autres appui sur le loto du patrimoine –, mais aussi lutter contre les «dégradations par des actes criminels, qui se multiplient et s'accroissent». Dans le texte, étaient ainsi recensés le saccage de l'Arc de Triomphe, le 1^{er} décembre 2018 (par des gilets jaunes), l'incendie de la cathédrale de Nantes en 2020, les dégradations de trois églises parisiennes en 2023 ou le saccage de

l'église Sainte-Madeleine d'Angers, le 12 avril 2023, autant de «funestes témoins de ce fléau». Enfin, selon la députée et les 87 signataires de cette proposition – presque tous RN –, il s'agit de «protéger notre patrimoine culturel contre des idéologies régressives, qui ont pour unique projet de «détruire», «déboulonner» et «déconstruire». Autres propositions de loi initiées par des députés RN allant dans ce sens : baisser la TVA sur les billets d'entrée des sites patrimoniaux, transférer la charge d'entretien des édifices religieux construits avant 1905 à l'Etat et, plus «niche», une proposition de résolution européenne visant à la préservation du patrimoine culturel lié aux vitraux et au maintien de l'artisanat des vitraillistes, «menacé» par la révision d'un règlement européen concernant l'interdiction du plomb.

Liberté de création

Il est un autre terrain sur lequel les députés RN ont pris l'habitude d'utiliser la stratégie de la diversion :

celle de la protection de l'enfance. Proche de certaines associations, dont Innocence en danger, souvent en première ligne dans les affaires récentes de censure visant des œuvres d'art, certains députés, dont la très active Caroline Parmentier, également membre de la délégation aux droits des enfants, ont fait des droits des mineurs leur cheval de bataille. Saluant le travail de Judith Godrèche lors de son audition à l'Assemblée le 14 mars, plaidant tous azimuts pour une meilleure prise en charge des violences faites aux mineurs, la lutte contre la paupérisation infantile ou l'instruction des enfants en situation de handicap, elle a récemment utilisé cet engagement pour cibler une œuvre d'art contemporain. L'affaire Miriam Cahn, du nom de l'artiste suisse présentée au Palais de Tokyo au printemps 2023, l'a occupée une partie de cette période, jusqu'à l'attaque vandale du tableau au cœur de la polémique, *Fuck Abstraction!*, par un ancien élu FN qui l'a aspergé de peinture violette. Si Marine Le Pen a pris le soin de désolidariser son parti de cette action, le moins que l'on

Suite page 4

Suite de la page 3 puisse dire est que la campagne orchestrée par le RN durant les quelques semaines qu'ont duré l'exposition n'a pas arrangé les choses. Après la déferlante de publications haineuses consécutives à l'alerte lancée par l'ex-journaliste Karl Zéro qui avait cru voir dans cette peinture, représentant une scène de fellation forcée, une image à caractère pédopornographique, Caroline Parmentier avait posté sur Twitter une vidéo dans laquelle elle se mettait en scène devant la même œuvre qui, selon elle, «présente aux yeux de tous une scène de pédocriminalité».

Le 21 mars, à l'occasion des questions au gouvernement, la même députée qui dans son passé de journaliste pour le journal *Présent* a multiplié les tribunes contre l'IVG et l'homosexualité, avait ensuite interpellé directement la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak : «Je vous demande si l'exposition de ce genre de tableau sera l'un des marqueurs de votre mandat, un glissement vers la démocratisation et l'acceptation de ce type d'œuvre ? Et si ce n'est pas le cas, je vous le demande solennellement, quand ce tableau va-t-il être décroché ?» Avant de faire remarquer que «si nous n'avions pas demandé l'interdiction des dessins de Bastien Vivès, il aurait été exposé cette année [en 2023, ndlr] au Festival de la BD d'Angoulême».

«Ne mélangeons pas tout, avait répondu la ministre de la Culture. Vous êtes allée faire votre coup de com et votre vidéo, mais est-ce que vous avez vu l'ensemble de l'exposition ? [...] L'interprétation de l'artiste est diamétralement opposée à la vôtre. Miriam Cahn documente et dénonce depuis quarante ans les horreurs de la guerre.» Dans la foulée, quatre associations de protection de l'enfance avaient déposé une requête auprès d'une juge des référés, puis devant le Conseil d'Etat, toutes deux déboutées.

Alors que l'ex-élu frontiste Pierre Chassin qui s'en était pris au tableau de Miriam Cahn sera prochainement jugé pour «dégradation volontaire», Caroline Parmentier a porté il y a quelques semaines une proposition de loi «luttant contre le vandalisme politique des œuvres d'art». Mais dans son viseur, ce sont bien les militants écolos qui s'en sont pris ces dernières années aux tableaux de Van Gogh, Vinci ou Monet qui sont ciblés. Lesquels, contrairement à l'élu FN, ont toujours pris soin de ne pas domager les œuvres qui étaient systématiquement protégées par une vitre. «Le sens de cette proposition de loi est de lutter plus fermement contre l'écovandalisme», formule clairement la proposition, qui modifierait entre autres le code pénal pour «fixer une amende de la valeur du bien dégradé».

La députée du Vaucluse Catherine Jaouen préfère quant à elle rester en terrain connu : le Festival d'Avignon, qu'elle a le «plaisir d'accueillir» dans sa circonscription. A plusieurs reprises, s'adressant d'abord à Christopher Miles, le directeur général de la création artistique au ministère, puis directement à Rachida Dati lors de son audition, elle pointe l'opacité



Louis Aliot lors de l'inauguration de la 35^e édition du festival de photojournalisme Visa pour l'image, à Perpignan, le 2 septembre 2023.

du festival, le terrible manque de transparence. «Il est difficile de savoir où part l'argent et qui en bénéficie», avant d'évoquer le scandale provoqué par *Carte noire* nommée *désir* – la pièce de Rebecca Chaillon qui mettait en scène des corps racisés avait déclenché des réactions parfois violentes et racistes dans la salle, et le relais dans la foulée de bribes et d'images par la fashosphère, donnant finalement lieu à une plainte déposée contre X le 29 novembre. «L'argent public a-t-il été employé pour financer cette pièce ?» interroge Catherine Jaouen. «Je me tiens à la disposition de la parlementaire pour lui faire parvenir tous les bilans», a sobrement répondu Christopher Miles, avant de rappeler : «Je voudrais souligner que les financements publics qui ont été apportés à la compagnie ne préjugent pas du contenu de ce spectacle. Je vous le rappelle, l'article 1^{er} de la loi stipule que la création est libre.»

Audiovisuel public

C'est l'une des premières promesses électorales avancées par le RN dès

l'annonce de la dissolution. S'il accède au pouvoir, le parti d'extrême droite privatisera l'audiovisuel public, avance Sébastien Chenu, vice-président du mouvement, sur BFMTV le 10 juin. Rien de surprenant pour qui a suivi les prises de parole des députés RN à l'Assemblée, lesquels n'ont jamais fait mystère de ce souhait, entre privatisation pure et simple, demandes répétées de plafonnement des revenus publicitaires du service public et dénonciations des montants engagés chaque année à cet endroit par l'Etat.

«Nous défendons depuis toujours la privatisation de l'audiovisuel public, à l'exception de l'audiovisuel extérieur des outre-mer, d'Arte et de l'INA transféré au ministère de la Culture», détaillait le 14 mai le député RN de l'Oise Philippe Ballard, ancien journaliste passé par France Info, RTL et LCI (de 1994 à 2021). La privatisation, selon lui, «permettrait par ricochet de consolider le secteur audiovisuel qui subit la concurrence de plateformes aux moyens, on le sait tous, considérables. Il y a un risque d'invisibilité à l'avenir pour nos chaînes, qu'elles soient publiques ou privées. L'urgence est donc d'accélérer la concentration».

Si le député revient souvent sur la menace constituée par les «mastodontes» étrangers dans ses interventions, la raison économique n'est évidemment pas la seule dictant cette orientation, l'élu dénonçant «la propagande insidieuse déversée quotidiennement, le manque d'objectivité et la partialité évidente de certains programmes diffusés sur ces chaînes publiques». En juin, il fustigeait les «dérives wokistes du service public», incriminant le passage, sur France Télévisions, du programme

Philippe Ballard fustigeait les «dérives wokistes du service public», incriminant «Drag Race» qui ferait selon lui «la promotion, à une heure de grande écoute, des drag queens».

Drag Race (prononciation à la française) qui ferait selon lui «la promotion, à une heure de grande écoute, des drag queens», se lamentant que le service public ne soit le plus souvent «que le triste reflet d'une caste déconnectée à la dérive, complètement éloignée de ses missions de service public, même si parfois des émissions de qualité arrivent à se glisser dans la grille des programmes».

Le 6 décembre, revenant en commission sur le droit d'agrément offert aux journalistes, c'est-à-dire leur possibilité de choisir le directeur de leur rédaction, il s'interroge : «Est-ce que ce droit d'agrément n'est pas un petit peu lunaire ? Dans l'audiovisuel, on sait que la sensibilité des journalistes est marquée à gauche. Est-ce qu'avec un tel dispositif on ne risque pas de se retrouver avec une information mono-couleur ?» Quelques mois plus tard, il module un peu la rengaine lors de la commission d'enquête sur l'attribution des chaînes de TNT : «Comment faire respecter le pluralisme quand certains partis politiques refusent d'aller dans certains médias, sur certaines chaînes d'info en continu ? Je fais allusion à des groupes qui refusent d'aller à CNews. Et a contrario, des

A Perpignan, «les artistes évoluent dans un climat de méfiance»

Passage en force à la tête de la scène nationale, invitation de personnalités de droite dure, événement nostalgique de l'Algérie française... dans la ville dirigée par Louis Aliot, les acteurs de la culture dénoncent une politique favorisant le «repli sur soi».

«**P**erpignan la rayonnante» : voilà le slogan choisi par l'équipe de Louis Aliot, patron RN de la ville depuis quatre ans. L'un des derniers «événements» en date en dit long sur les initiatives choisies par la mairie pour «rayonner». Début mai, un «Printemps de la liberté d'expression» donnait la parole à quelques «personnalités éloquentes», au rang desquelles Henri Guaino, ancienne plume de Sarkozy, le professeur Henri Joyeux, interdit d'exercice pour des propos antivax, ou encore l'identitaire octogénaire Alain de Benoist, ancien phare de la «Nouvelle Droite». Quelques semaines plus tôt, une expo photo organisée par la ville et le Cercle algérieniste de Perpignan dressait un parallèle entre les méthodes et la stratégie du FLN et celles du Hamas. Son titre : «Soixante ans après, l'histoire se répète.» Côte à côte, des clichés des victimes du 7 Octobre et de la guerre d'Algérie.

«**Refaire l'histoire.**» De telles propositions ne peuvent qu'attiser les tensions entre les décideurs locaux, les acteurs culturels et les élus d'autres collectivités. «La mairie de

Perpignan nous a sollicités pour le financement de projets culturels qu'à une seule reprise, dans le cadre d'une exposition de ce Cercle algérieniste qui veut refaire l'histoire à sa sauce et défend des contre-vérités. Nous n'avons pas donné suite», se souvient Hermeline Malherbe, présidente (PS) du département des Pyrénées-Orientales. Scène nationale de Perpignan, le Théâtre de l'Archipel fut dès 2021 au cœur des tensions, tandis que le directeur barcelonais Borja Sitjà était débarqué sans ménagement. Les tractations autour de sa succession ont perduré de longs mois. Le ministère de la Culture a finalement donné son feu vert, il y a un an, à la nomination de Jackie Surjus-Collet, soutenue par la mairie, à l'issue d'une «mission flash» de l'Inspection générale des affaires culturelles, tout en rappelant que son projet avait été retenu dans un «contexte inédit», «sans faire consensus».

«Perpignan n'a pas de politique culturelle claire, lisible et élaborée, analyse Agnès Langevine, vice-présidente de la région Occitanie. La proposition se limite à des animations, de la communication événementielle, sans projet culturel.» Certes, souligne l'élue, «les dotations municipales se sont maintenues pour les opérateurs les plus visibles». «Mais on est dans le folklore caricatural et commercial, sans aucune offre d'envergure, sans innovation», enchaîne Benjamin Barrou-Crossman, metteur en scène et directeur de la compagnie TBNTB. Lui-même travaille depuis 2020 dans les quartiers prioritaires de Perpignan, notamment avec la communauté gitane. Le comédien estime que «la proposition culturelle de Perpignan a plutôt renforcé le repli sur soi et même l'entre-soi. Pourtant il y avait matière à impliquer et à

mettre en avant les artistes de ce territoire riche en talents».

«A Perpignan, les artistes évoluent dans un climat de méfiance, confie un acteur culturel qui préfère rester anonyme. On est sur le qui-vive, la corde raide, dans la peur d'être convoqué et privé de subventions. La ville veut rester aux manettes, et André Bonet, l'omniprésent adjoint à la culture, fait la pluie et le beau temps.» Autre personnage incontournable : Véronique Lopez, épouse de Louis Aliot et artiste peintre connue sous le nom de Vebeca. «Je m'implique beaucoup dans la vie culturelle de ma ville, grâce à mon mari», déclarait-elle en mai dernier lors de son exposition parisienne à la Galerie 104. «L'épouse de Louis Aliot occupe le poste de directrice de la communication par intérim, sans avoir été recrutée, depuis trois ans !» s'étranglent Bob Aïcha et Bénédicte Vincent, secrétaires généraux du syndicat SUD collectivités territoriales dans les Pyrénées-Orientales.

«**Qui-vive.**» De son côté, André Bonet souligne que «le budget de la culture est le deuxième en termes de masse après l'éducation, et représente plus de 25 millions d'euros». Et de citer la construction d'une médiathèque annexe dans un quartier prioritaire dont l'ouverture est prévue fin 2025, la création du festival «les Méditerranée(s)» qui «regroupe un grand nombre d'événements autour d'un pays invité», ou encore le projet d'une école municipale des beaux-arts qui devrait ouvrir en septembre 2025. «Les relations avec l'Etat, et en particulier avec le représentant du ministère de la Culture en région, sont constructives et loyales», ajoute André Bonet. Quoi qu'il en soit, un chiffre rappelle la réalité politique perpignanaise : les 37 % obtenus par le RN lors des européennes.

SARAH FINGER

Correspondante à Montpellier



PHOTO JC MILHET, HANS LUCAS

chaînes privées – je pense à l'émission Quotidien qui se vante de ne pas inviter des personnalités du RN.»

Autre obsession du député, «les grandes plateformes étrangères» aux budgets de création infiniment supérieurs à ceux des chaînes françaises, dont il craint l'influence jusqu'à la conception de télécommandes invisibilisant les chaînes françaises de la TNT. «L'accès aux téléviseurs connectés par wi-fi ne passant plus que par les fournisseurs d'accès à Internet ne cesse de se développer, menaçant la visibilité des chaînes françaises... Nous devons nous atteler dès maintenant à la défense de notre souveraineté audiovisuelle sinon adieu TFI, France Télévisions, M6 et peut-être même Canal+. Nous n'aurons plus le choix qu'entre Amazon, Disney+, Netflix, YouTube sur nos téléviseurs connectés.» En octobre, il enfonçait le clou : «Bien loin le temps où on n'avait que le choix entre quelques chaînes de la TNT.» Il semble sincèrement le regretter.

«Leur obsession principale reste la destruction de l'audiovisuel public, confirme l'ancienne ministre de la Culture Rima Abdul Malak. Ils disent vouloir défendre la culture française ? France Télévisions est le prin-

cipal financeur de la création française avec 500 millions d'euros d'investissement, ce qu'aucune chaîne privée ne peut faire. Ils disent vouloir défendre l'emploi et lutter contre le chômage ? Ce sont 62000 emplois sur l'ensemble du territoire français qui sont concernés par l'activité de France Télévisions. Que deviendraient-ils en cas de privatisation ? Rien ne tient debout dans leur argumentaire. Tout est pure idéologie. Le RN n'a cessé aussi d'attaquer la liberté de la presse : boycott de BFM quand le recrutement d'un journaliste ne leur convient pas, demande de couper les subventions de l'AFP quand leurs dépêches ne leur plaisent pas, refus de voter la résolution relative à la législation européenne sur la liberté des médias...»

«Wokisme»

Autre leitmotiv : la dérive «woke». Le 9 mai 2023, dans une question écrite, la députée du Var Julie Lechanteux n'y va pas de main morte, interpellant directement Rima Abdul Malak sur le risque, selon elle, d'une «régression générale civilisationnelle». «Qu'il s'agisse de l'antisémitisme, des réunions non mixtes,

de l'écriture inclusive ou encore d'une défense de minorités prétendument opprimées, la contamination de la société française est fulgurante. Il existe de multiples causes pour devenir le nouveau héros de la société woke. Le milieu culturel et intellectuel en constitue une terre fertile», estime la députée, qui pointe ensuite certaines prises de position ou programmations. «En janvier 2021, l'actuel ministre de l'Éducation nationale, M. Pap Ndiaye, et M^{me} Constance Rivière écrivaient dans leur rapport sur la diversité à l'Opéra national de Paris : «L'opéra européen était le point de vue sublime des dominants sur le monde : celui d'hommes européens blancs, au pouvoir ou proches de lui.» Plus récemment, en juin 2022, le musée de Cluny accueillait la conférence en son sein : «Les genres fluides : de Jeanne d'Arc aux saintes trans».

Quelques semaines plus tard, la députée repart à l'attaque lors de l'audition de Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles au sein du ministère de la Culture. Cette fois-ci, elle dénonce la «monoculture idéologique de certaines maisons d'édi-

tion» et une «censure imposée». Le 19 mars, le député du Loir-et-Cher Roger Chudeau, lors de l'audition de Rachida Dati devant l'Assemblée, embraye sur le spectre «woke» venu des universités américaines : «On entreprend de réécrire intégralement des œuvres majeures sous contrôle du wokisme. La dernière folie en date la plus récente : l'affiche officielle des JO, où l'on constate que la croix sommitale de la cathédrale de Saint-Louis-des-Invalides a disparu», regrette le député. Et devant le président du CNRS, institution qu'il considère être «le grand promoteur des études de genres, intersectionnelles et des études reposant sur la théorie critique de la race», Roger Chudeau réitère sa charge. C'est lui encore qui dépose, le 12 octobre, une proposition de loi portant sur l'interdiction de l'écriture dite inclusive dans les éditions, productions et publications scolaires et universitaires ainsi que dans les actes civils, administratifs et commerciaux : «Une entreprise insensée qui défigure la langue française, qui féminise artificiellement, un obstacle insurmontable à l'apprentissage de la lecture» alors que le pays compterait, selon lui, «2,5 millions d'illet-

trés». Avant de sortir l'ultime argument : «Aucun francophone d'Afrique n'a voulu ni ne peut adopter l'inclusivité.»

Mangas

Que le Pass culture profite in fine à des créations étrangères, voilà encore l'insidieuse petite musique que fredonnent les députés RN depuis leur arrivée à l'Assemblée nationale en 2022. En octobre, le député Jean-Philippe Tanguy (4^e circonscription de la Somme) dépose un amendement au projet de loi finances 2023 pour que le pass, «doté d'un budget conséquent (208,5 millions d'euros)», ne s'applique plus aux bandes dessinées japonaises qui représentent «54 % des réservations littéraires» mais se concentre sur des achats «réellement culturels». L'amendement est rejeté deux jours plus tard, mais cela n'empêche pas la députée Sophie Blanc (1^{re} circonscription des Pyrénées-Orientales), en avril, de demander dans une question écrite que le pass soit «recadré». «Les 300 euros mis à disposition des jeunes dès leurs 18 ans semblent ne pas remplir l'objectif premier qui était

Suite page 6

Suite de la page 5 d'ouvrir les jeunes au monde de la culture, écrit-elle. Près de la moitié des ventes du Pass culture sont dépensées dans des mangas, dont les ventes ont doublé depuis la création du dispositif (les éditeurs japonais doivent se frotter les mains). Avec 40 millions d'exemplaires vendus en 2023, la France est le deuxième marché mondial pour les mangas après le Japon. On peut bien sûr considérer le manga comme un bien culturel, mais il serait plus pertinent de le positionner dans la catégorie distraction alors que l'objectif du Pass culture était tout autre.»

Défense des régions

Enfin, les députés RN ne manquent jamais une occasion de manifester leur attachement aux terroirs et aux Français se sentant oubliés par la métropole, par le biais de la défense tous azimuts de régionalismes s'exprimant dans des domaines divers. Ainsi, le passage d'une loi sur la professionnalisation de l'enseignement de la danse fournit-elle à la députée Sophie Blanc l'occasion d'un reproche: la loi «ne tient pas compte des spécificités régionales ou locales en ce qui concerne les pratiques de danse... En effet, l'épanouissement des danses régionales en France – chacune ancrée dans l'histoire, la culture et les traditions de sa région – se heurte au manque de moyens financiers consacrés à les promouvoir. Ces danses constituent non seulement des moyens d'expression artistique, mais aussi des témoignages vivants de l'identité et de la richesse culturelle de chaque région. Il faut donc les préserver et soutenir leur enseignement», alors même que la loi ne prévoit pas de financement particulier à cet effet. De même, le programme des Olympiades culturelles lancées pour les Jeux olympiques se heurte aux critiques des députés RN, au motif qu'il y aurait trop d'événements à Paris et très peu en province et dans les outre-mer.

«Le RN a changé de nom, essaie de nous endormir avec sa stratégie de respectabilité à coups de chats mignons et de sourires sur TikTok, mais son vrai visage est toujours celui de la flamme de son logo: le parti de l'incendie et de la censure, estime l'ancienne ministre de la culture Rima Abdul Malak. Mais j'ai vu leurs députés à l'œuvre. Ils n'ont cessé de menacer la liberté de création, pilier de la vitalité culturelle française. Leurs objectifs sont clairs: "conditionner" les aides du CNC aux films qui feraient "la promotion de l'histoire de France", réduire le Pass culture à "la vraie culture" à savoir les œuvres "classiques" uniquement, interférer dans la programmation des lieux culturels pour empêcher telle exposition ou tel concert. J'ai aussi vu les mouvances d'extrême droite à l'œuvre sur le terrain: intimidation des artistes, boycotts, violences, fabrication permanente de fake news pour manipuler et tenter d'imposer leurs récits. Dans certaines municipalités RN, des livres sont retirés des bibliothèques, des associations culturelles chassées, des artistes réduits au silence.» Contactée par Libération, l'actuelle ministre de la Culture, Rachida Dati, n'a quant à elle pas donné suite à notre proposition d'échange. ♦



Franck Briffaut, le 13 octobre. PHOTO ALBERT FACELLY



La Cité internationale de la langue française. CHRISTOPHE MAOUT

A Villers-Cotterêts, une cohabitation en terrain miné

Dans la ville frontiste depuis dix ans, les élus RN et les dirigeants de la Cité internationale de la langue française, qui programme des artistes d'horizons divers, se regardent en chiens de faïence.

En 2014, le Front national avait conquis Villers-Cotterêts avec patience et difficultés. Trente-sept ans de militantisme et quatre candidatures aux municipales pour que Franck Briffaut, ex-militaire, gagne enfin la ville. Six ans et une autre élection plus tard, le maire reconduit se réjouit d'accueillir un ambitieux projet culturel, la Cité internationale de la langue française, voulue par Emmanuel Macron et chapeautée en partie par la philosophe et académicienne Barbara Cassin. «Cité», et non musée. «Internationale» contre les tentations nationalistes et identitaires: voici quelques-unes des précautions mises en place par l'une des quatre directeurs artistiques. Car le risque de récupération de ce monument à la gloire de la langue française est grand, et les approches qui pourraient en être faites diamétralement opposées, de la plus

mondialisée (comme c'est le cas actuellement, avec notamment des invitations en résidence à des auteurs d'outre-mer), à la plus chauviniste.

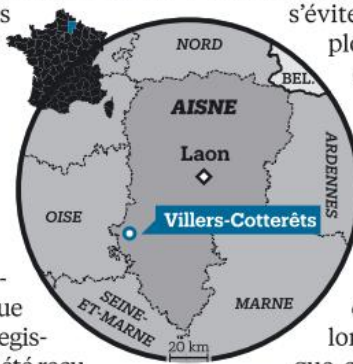
Chacun chez soi. Pour l'heure, l'équilibre se maintient. Le maire Briffaut s'est même frotté les mains à l'idée d'accueillir ce qu'un Cotterézien désignait sur France Info comme le «Château Macron». Compte tenu de la première place largement obtenue par le RN aux européennes (49,86%), on est aussi surpris d'entendre Paul Rondin, le directeur de la Cité, ne pas dire que son programme culturel fondé sur le métissage de la langue et la variété des registres a largement été reçu avec le sourire par les habitants des alentours. Depuis son ouverture en octobre, la Cité internationale de la langue française travaille à estomper les dissensions en s'inspirant des techniques de campagne des politiques avec des stratégies de terrain. Afin d'attirer son large public de 170 000 visiteurs en huit mois, les équipes du centre culturel se sont adaptées aux usages des habitants plus âgés

et ruraux de l'Aisne, allant tracter sur les marchés plutôt que concentrer toute la communication sur des stories Instagram. Le directeur ajoute qu'il n'est pas là pour faire la morale aux habitants. La fracture politique n'est en effet «pas directement [son] sujet». D'après lui, le RN serait indifférent aux activités de la Cité: «L'ambiance est à la prudence chez beaucoup d'élus, entre et au sein des différents camps politiques.» Les deux camps gagneraient à s'éviter pour raisons diplomatiques. Chacun chez soi sans concession. En 2020, Franck Briffaut imposait une ambiguë «clause de neutralité politique» aux artistes se produisant dans sa ville lors la fête de la musique, comme le rapportait le journal *la Croix*. Il a aussi manifesté dans la presse son opposition au français et à l'écriture inclusive. Mais son opposition n'est jamais frontale, contrairement à celle plus ouverte de son conseiller municipal pressenti pour prendre la relève, l'actuel député de l'Aisne Jocelyn Dessigny. Briffaut, lui, préfère laisser traîner le projet de construction d'un parking adapté à l'affluence du lieu.

Situation urgente d'après le quotidien *l'Union*, qui note que des spectateurs n'ont pas pu assister à un concert faute de places de stationnement.

Chape de plomb. Pour le passage de la flamme olympique à la Cité, les négociations furent aussi compliquées. L'élus serait-il en accord avec la tribune que Dominique Bilde, députée européenne RN, publiait sur le site du parti le 27 octobre, fustigeant à propos de la Cité une œuvre macroniste «infertile et petite»? Une chose est sûre: même si Paul Rondin se fait l'écho des mutations linguistiques contemporaines et des littératures francophones, le dialogue culturel se fracture en silence. Et la direction de la Cité fait un travail d'équilibriste, tentant de ne pas trop froisser les élus RN. Une coexistence en forme de cohabitation culturelle, un potentiel avant-goût de la chape de plomb planant au-dessus d'une institution culturelle lorsque les pouvoirs politiques sont à l'extrême droite. A cette hypothèse, Rondin répond que «ce n'est pas une cohabitation car il n'y a pas de vainqueurs et de vaincus, c'est la même République à l'intérieur et à l'extérieur de la Cité». Avant d'ajouter «Le premier qui taperait dans cet équilibre déclencherait une catastrophe.»

RÉMI GUEZODJE



SPOTICAR présente

LE TRÈS GRAND DESTOCKAGE

JUSQU'AU 30 JUIN
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

Découvrez votre
OFFRE PERSONNALISÉE*

SPOTiCAR

DES OCCASIONS PLEINES D'AVENIR



FIAT

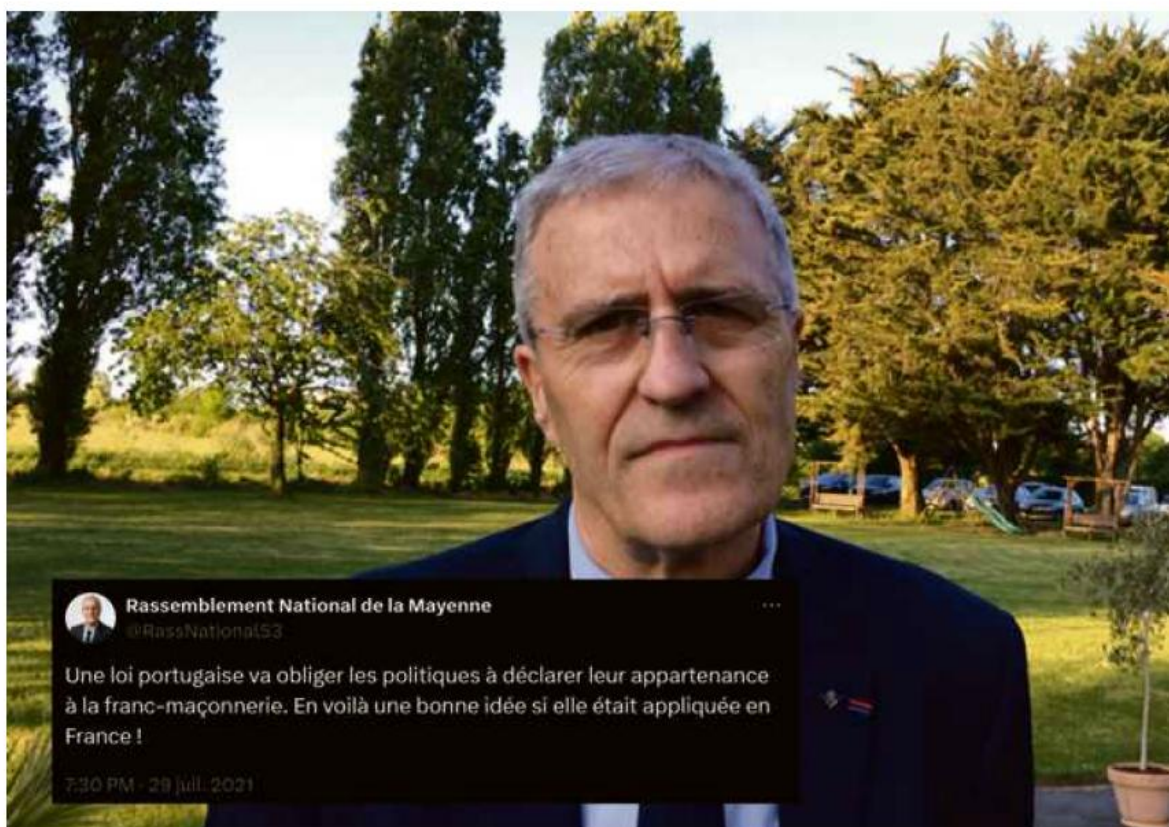
Jeep



*Voir conditions dans les points de vente Spoticar participants. Spoticar marque exploitée par Automobiles PEUGEOT.

PENSEZ À COVOITURER #SeDéplacerMoinsPolluer

RCS Nanterre 552 144 503.

Jean-Michel Cadenas, candidat dans la 2^e circonscription de la Mayenne. PHOTOS DRJoseph Martin, candidat dans la 1^{re} circonscription du Morbihan.

Par
MAXIME MACÉ
et **PIERRE PLOTTU**

Cassez le naturel, il revient au galop. Alors que le Rassemblement national pourrait, après sa victoire aux européennes, remporter les législatives et entrer à Matignon, *Libération* s'est penché sur la liste des candidats investis par le parti, potentiels députés. Bilan : un musée des horreurs raciste, antisémite et complotiste, qui illustre le fond de sauce idéologique du parti lepéniste... et l'hypocrisie d'une direction qui le laisse prospérer. Sollicités, ni le parti, ni les candidats dont *Libération* a pu se procurer les coordonnées n'ont donné suite. Mais certaines des publications ont disparu après nos démarches...

Dans les Hautes-Pyrénées, «la chaîne de l'évolution»

Marie-Christine Sorin, investie dans la 1^{re} circonscription des Hautes-Pyrénées, n'hésite pas à parler de «terrorisme climatique» sur X, en juin 2023, au sujet du traitement du réchauffement planétaire par France Télévisions. Mais cette retraitée est surtout raciste. «Non toutes les civilisations ne se valent pas», estime-t-elle le 11 janvier, ajoutant que certaines «sont juste restées au-dessous de la bestialité dans la chaîne de l'évolution». Un tweet désormais supprimé. Quelles «civilisations»? Il y a des indices, comme quand elle vilipende le pape et sa «propagandiste mondialiste», parce qu'une photo le montre serrant la main à des noirs. Ou ce message posté fin février à l'adresse de la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot, qui déplorait que des agriculteurs aient repris le slogan lepéniste «On est chez nous»: «Si on lui dit de retourner sur son île on va être taxé de racisme, on ne peut même pas lui répondre!» D'origine mauricienne, Thevenot est née à Strasbourg.

AU RN, des candidats et de l'embarras

Comme à chaque élection, nombre de personnes investies par le Rassemblement national se distinguent par des propos publics racistes, antisémites ou complotistes. Florilège.

Chez les Français de l'étranger, un suppléant au passé radical

Parmi ses suppléants aussi, le RN a recyclé de vieux militants au passé chargé. A l'image d'Eric Miné, qui secondera Pierre Brochet dans la 11^e circonscription des Français de l'étranger (Asie, Océanie, Europe de l'Est, dont la Russie). L'homme, qui réside en Thaïlande, fut militant de la Fane, groupuscule néonazi des années 70, et du mouvement néofasciste l'Œuvre française. Surtout, il a été le premier gérant, à la fin des années 90, de la Librairie

nationale, rattachée à la maison d'édition l'Encre, qui publie écrits nationalistes et négationnistes.

Dans les Côtes-d'Armor, le souvenir de Pétain

Françoise Billaud a rejoint le FN dans les années 80. En juillet 2021, la candidate de la 1^{re} circo des Côtes-d'Armor partage sur Facebook un hommage à Pétain, chef du régime de Vichy et complice des crimes nazis – une photo montrant sa tombe et la légende «23 juillet 1951, mort en détention de Philippe Pétain, maréchal de France», titre

dont il a été déchu pour ses actes de collaboration. Le 8 mai dernier, anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Billaud salue plutôt la mémoire du prêtre collaborationniste Jean-Marie Perrot, assassiné par un résistant communiste en 1943. Elle verse aussi dans le complotisme. Mi-mai, elle partageait une publication antisémite, faisant de Macron le pantin de Jacques Attali et George Soros.

Dans le Morbihan, «l'humour» d'un vétéran

Joseph Martin est un habitué des

élections. Le candidat de la 1^{re} circonscription du Morbihan en est à sa sixième candidature, bien qu'il ait longtemps porté la bannière LR. Ce septuagénaire est fier de ses origines espagnoles et de son intégration, comme il l'a récemment dit à *Ouest-France*. Dans le même entretien, il compare l'immigration à l'invasion par les nazis en 1940. Sur X, il assure: «Je préfère être ultra-catho que ultracollabo, avec l'envahisseur actuel.» Sur la plateforme, il déploie tout son talent dans de déconcertants messages. Octobre 2018: «Le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah.» Septembre 2019, au sujet d'une photo du maire de Poissy (Yvelines) avec des personnes noires: «Je trouve le maire un peu pâlot non?» Contactée, la fédé RN du Morbihan assure que «s'il est avéré que ces propos ont été tenus, il y aura une convocation immédiate en commission des conflits».

En Mayenne, un fana mili en mal de guerre

Patron de la fédération RN de la Mayenne et candidat dans la 2^e circonscription, Jean-Michel Cadenas, est tout sauf ouvert. Il appelle de ses vœux une loi pour que «les politiques déclarent leur appartenance à la franc-maçonnerie». Islam, cause LGBT, femmes «libérées»... Rien ne trouve grâce à ses yeux. Ou presque: cet ex-militaire aime beaucoup Génération identitaire, dissous en 2021 pour son racisme et sa violence, dont il relaie la propagande sur X. Tout comme celle de la Russie de Poutine, qu'il dit «attaquée» par l'Otan. Il apprécie aussi le général Challe, l'un des chefs de l'OAS, organisation terroriste d'extrême droite à laquelle sont imputés plus de 2700 morts pendant et après la guerre d'Algérie. Cadenas a aussi signé la fumeuse «tribune» publiée en 2021 dans *Valeurs actuelles* par des étoilés qui réclamaient l'intervention de l'armée pour «éradiquer» «l'islamisme» ou «l'antiracisme».

A lire en intégralité sur [Libération.fr](https://liberation.fr).

Marie-Christine Sorin, candidate dans la 1^{re} circonscription des Hautes-Pyrénées.

A Reconquête, l'esprit de défaite domine

Le parti d'Eric Zemmour, qui a cru la semaine dernière participer au rêve d'union des extrêmes droites de son fondateur, ressort très divisé des européennes.

Et maintenant, l'ombre et l'indifférence. Après quelques jours d'ascenseur émotionnel la semaine dernière, pendant lesquels les cadres de Reconquête ont cru enfin participer à leur rêve d'union des extrêmes droites avant de se réveiller pour s'étriper copieusement, la poussière est retombée dans la soupente zemmourienne. Ceux qui restent comptent les bouses. «Ça a été très dur la semaine dernière mais on sort de la tempête, on réussit l'énorme exploit d'aligner 330 candidats en quatre jours», soupire Sarah Knafo, députée européenne depuis huit jours. «J'ai beaucoup d'admiration pour nos candidats et pour nos militants. Sans triomphalisme, le parti tient bon.»

Faute d'avoir pu investir plus de champions, le mouvement fait mine de payer son écot au front constitué autour de Marine Le Pen. «Nous aurions pu concourir dans toutes les circonscriptions, mais il ne sera jamais dit que nous ayons fait quoi que ce soit qui puisse favoriser une victoire de l'islamo-gauchisme que j'ai combattu sans relâche pendant trente ans», écrivait dimanche soir Eric Zemmour, qui a lui-même renoncé à se parachuter à nouveau, deux ans après son élimination au premier tour de la très favorable circonscription de Cogolin. Autre reliquat du bureau exécutif, Stanislas Rigault n'ira pas non plus chercher une nouvelle défaite après les émotions des dernières semaines. Chacun lèche ses plaies en attendant d'y voir plus clair. Le parti a de l'argent, conserve l'immense majorité de ses cadres. De quoi vivre jusqu'à... jusqu'à quand? Un cadre relativise: «On est dans la merde, mais on l'est pas tellement plus qu'on ne l'était le 8 juin au soir. La seule différence, c'est qu'on a eu un espoir de faire l'union.»

Du côté de Marion Maréchal, les prochaines semaines risquent d'apporter leur lot de nouveautés. Si elle n'a pas gardé l'appareil, la tête de liste du parti aux européennes (qui a recueilli 5,5% des voix) emporte trois députés européens, en plus d'elle-même, auxquels, assez comiquement, Zemmour a demandé de rendre leur mandat. Omettant de se rappeler qu'envers les ralliés venus du RN, il n'avait pas eu la même exigence. A quoi pourraient s'ajouter quelques très proches, comme Thibaut Monnier ou Agnès Marion, recasés dans des circonscriptions RN sous bannière «union nationale». Chez Zemmour, on hurle à la combinaison. S'il n'est pas question de se fondre au sein de la maison frontiste, la nièce de Marine Le Pen semble prête à constituer une forme de petit parti satellite au sein de la coalition d'extrême droite. Pour la patronne du RN, c'est presque tout bénéf. Après avoir fait imploser Reconquête, elle garde sa nièce sous le coude, d'où elle la ressortira un jour où sa forte notoriété pourra lui être utile.

Pendant ce temps, zemmouriens et marionistes continuent de s'écharper sur Twitter, à coups de comptes anonymes, de théories du complot et d'invectives. Chaque camp tient l'autre pour responsable de l'échec de l'union. Les attaques les plus rudes viennent de Reconquête, qui a besoin de conserver sa base. Seule une poignée de cadres locaux auraient déserté. «Ça s'est fait dans la douleur mais au moins c'est résolu, on est passé sur une autre séquence», relativise Stanislas Rigault, pour qui c'était peut-être déjà, à 25 ans, la dernière danse.

N.Ma.

Alliance LR-RN: Eric Ciotti en monsieur bricolage

Vieux visages recyclés, jeunes pousses promues, anciens zemmouristes blanchis: le président des Républicains a ratissé large pour recruter ses aspirants députés, signe de son relatif isolement à droite.

Juin 2015 dans un bureau de l'Assemblée nationale. Pierre Gentillet, jeune militant du parti Les Républicains, écoute un vieux routard de la droite dure, Jacques Myard, député d'un riche coin des Yvelines, demi-célébrité parlementaire gueularde, tempétueuse et théâtrale. Dans son bureau, l'ainé dresse un triste tableau du pays, lui met dans les mains son ouvrage dédié et finit par demander, l'air de rien: «Tu me prêterais ton fichier des jeunes militants LR?» Le jeune enrage: décidément, ces vieux notables ne changeront pas. Rien à faire avec ces «pachydermes», comme il les appelle. L'entrevue le décide à claquer la porte du parti de droite.

Eclectique. Un peu moins de dix ans plus tard, les deux hommes pourraient se retrouver, en alliés, à l'Assemblée nationale. Gentillet est candidat RN dans le Cher pour les législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet. Myard, lui se présente sous la bannière LR, mais dans le cadre de l'alliance avec l'extrême droite soutenue par Eric Ciotti. «Quand nous arriverons ils partiront», promettait le FN de Jean-Marie Le Pen... Ou plutôt «ils reviendront», serait-on tenté de corriger, en décortiquant les candidats aujourd'hui présentés par LR et soutenus par le RN dans le cadre de ce partenariat. Pour remplir son contingent, Ciotti a dû ratisser large, recyclant ici de vieilles

gloires de l'UMP, là d'anciens zemmouristes, là encore des girouettes ou des personnalités déjà proches du RN. Ainsi que de nombreux jeunes ravis d'occuper des places que leur famille politique, jusqu'ici, ne leur libérait pas. Preuve de la pénurie de CV, Ciotti a dû revoir ses ambitions à la baisse. Jeudi, sur le plateau de France 2, il annonçait 80 candidats LR soutenus par le RN. Dimanche, son bras droit Guilhem Carayon en évoquait 70, pour une trentaine de circonscriptions gagnables. Finalement, «au moins 62 candidats» ont été trouvés, a indiqué Ciotti dimanche soir, à la fin du dépôt des candidatures, par un communiqué mettant 19 noms en avant. Difficile de savoir le nombre exact: lundi, aucune liste complète n'était disponible.

Honneurs aux anciens: en plus de Myard, 76 ans, comptent reprendre du service Brigitte Barèges, députée jusqu'en 2012, Gilles Bourdouloux, maire de Cholet et député de 2002 à 2017 ou encore Michel Hunault (élu à l'Assemblée de 1993 à 2012). «Il a puisé dans le fichier des anciens députés», se marre un cadre du RN. Ciotti recycle aussi la conseillère régionale d'Ile-de-France Babette de Rozières, proche d'Anne Hidalgo et de Valérie Pécresse avant de rouler pour Macron en 2022.

Eclectique par nécessité, le patron de LR a aussi dû piocher... chez Reconquête. A Paris, on retrouve ainsi Arnaud Dassier, ancien «monsieur Web» de Sarkozy, proche un temps de Bayrou, militant pour Zemmour en 2022, auquel il a facturé des prestations numériques. L'homme déclarait alors à la République du Centre: «Pour moi, Marine Le Pen est socialiste.» L'ancien sénateur du Val-d'Oise Sébastien Meurant, rallié à Zemmour en 2022, a repris sa carte LR en échange de la 4^e circonscription de son département. Un proche de Zemmour et de Marion Ma-

réchal, Gérauld Verny, par ailleurs actionnaire du média identitaire *Livre noir*, est parachuté dans les Bouches-du-Rhône. Un ancien directeur de cabinet de l'ex-élu marseillais du RN Stéphane Ravier, qui avait claqué la porte du parti car il jugeait sa mère trop mal placée sur une liste aux élections régionales, s'est aussi rangé derrière Ciotti.

Vingtenaires. Quelques purs ciottistes ont quand même pu être trouvés. Deux, en fait. Bernard Chaix, conseiller municipal à Nice, et Christelle d'Intorni, députée sortante de Nice et de son arrière-pays. A en croire les huiles locales, cette protégée de Ciotti négociait déjà avec le RN local.

Cette disette ouvre une large place aux jeunes. A l'image de Guilhem Carayon, une série de cadres ont eu moins de pudeur que leurs aînés à enjamber le cordon sanitaire: d'anciens responsables des jeunes LR, un collaborateur au Sénat, un assistant de Ciotti... «Je pense qu'il y aura plus de jeunes de moins de 30 ans dans notre groupe que partout ailleurs. C'est la preuve qu'il fallait que ça bouge», se réjouit Carayon, symbole de ces vingtenaires de droite qui fréquentent depuis toujours leurs homologues d'extrême droite et en partagent les idées.

L'ensemble dessine un groupe constitué moins de ciottistes que de ralliés à une sorte de RN élargi. Ce qui n'est pas pour déplaire aux hiérarques lepénistes, qui savent leur patronne méfiante vis-à-vis des chapelles. Jean-Philippe Tanguy, numéro 2 du groupe à l'Assemblée nationale, se frotte les mains: «On aurait fait élire de vieux barons, des gens qui ont une telle implantation qu'ils se croient imbattables, ça aurait été plus compliqué. Là, ils vont savoir à qui ils doivent leur élection.» Au besoin, on le leur rappellera.

NICOLAS MASSOL

Chez les macronistes, des désistements très intéressés

L'ex-majorité ne présente pas de candidats face à certains prétendants LR ou de gauche, faisant mine d'arbitrer une situation où elle n'a en réalité plus la main.

Ce n'est pas la modestie qui jusqu'à présent étouffait les macronistes. Dans cette campagne législative au grand galop, foi de proche du Président, «on est humbles» : «Dans des circonscriptions où l'on a objectivement peu de chances de se qualifier au second

tour, on ne présente personne face à un candidat républicain. On fait des efforts.» Magnanime ou lucide. Dans certains cas, le candidat étiqueté Ensemble risque surtout de gêner la qualification d'un concurrent LR «indépendant», PS ou issu du groupe Liot (Libertés, indépen-

dants et territoires) pour barrer la route du Nouveau Front populaire ou du RN. «Nos candidats ne seraient pas les mieux placés pour éviter la victoire des extrêmes» dans 65 circonscriptions, a admis Gabriel Attal lundi sur RTL, mettant grossièrement dans le même sac gauche et extrême droite. Qu'on est loin du rouleau compresseur de 2017, lorsque les marcheurs, tout puissants, exigeaient de leurs adversaires qu'ils se soumettent ou menaçaient de les écraser sur leur passage.

«Circos de la mort». Les candidats épargnés l'ont, pour la plupart, découvert dans la presse. Dans les Hauts-de-Seine, un pacte local a bien été conclu avec LR. Mais ailleurs, les adversaires de l'exécutif ont refusé les propositions d'accord formel et les demandes de contrepartie ou de désistement. Si certains ex-députés LR qui n'ont pas de candidat de la majorité sortante face à eux ont pu en effet se montrer constructifs, comme Virginie Duby-Muller ou Nicolas Forissier, d'autres sont allés jusqu'à voter la censure contre le gouvernement Borne, en mars 2023, sur la réforme des retraites. Ainsi de Julien Dive (Aisne), Raphaël Schellenberger (Haut-Rhin) et Pierre-Henri Dumont (Pas-de-Calais). Parmi les LR qui ne se sont

pas jetés, avec Eric Ciotti, dans les bras du RN, Michèle Tabarot (Alpes-Maritimes), Marie-Christine Dalloz (Jura), Emilie Bonnivard (Savoie) n'ont pas non plus de macronistes sur leur passage. En Corrèze, le LR sortant, Francis Dubois, est soutenu par Renaissance et ses alliés contre François Hollande, investi par le Nouveau Front populaire.

À gauche, les candidats ménagés avaient pris leurs distances avec la nouvelle alliance avec les insoumis ou formulé des critiques contre le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. C'est le cas de Jérôme Guedj (Essonne), parti sous les couleurs du PS sans la bannière du Front populaire, ou de Dominique Potier (Meurthe-et-Moselle), étiqueté divers gauche. Les élus sortants de Liot ont eux aussi le champ libre. «Beaucoup ont des circos de la mort [ingagnables, ndlr]», note un cadre de ce petit groupe, rétif aux réformes des retraites et de l'assurance-chômage. Certes bien implantés, Benjamin Saint-Huile (Nord, étiqueté PS), Charles de Courson (Marne) ou Bertrand Pancher (Meuse) se lancent dans des territoires où le RN et Reconquête ont totalisé plus de 50 % des voix aux européennes. Par SMS, Bertrand Pancher a averti les patrons de Renaissance, Stéphane Séjourné, et d'Horizons, ●●●



Gabriel Attal vendredi à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), où il est candidat. PHOTO D. ALLARD

Les investitures surprises du Nouveau Front populaire

Parmi les candidats de l'union de la gauche investis, certains noms étonnent. «Libé» dresse une liste non exhaustive.

Après la répartition, les noms. Insoumis, socialistes, écologistes et communistes égrèment depuis vendredi soir les 546 circonscriptions qu'ils se sont répartis après l'officialisation, jeudi, du Nouveau Front populaire. Parmi les nouveaux venus, chaque camp a réservé quelques petites surprises. D'un ancien président de la République – le premier depuis Valéry Giscard d'Estaing à redevenir député s'il l'emporte le 7 juillet – à une ancienne numéro 2 de la CGT, on fait le point sur les nouvelles têtes d'affiche de cette union de la gauche new look.

Nouvelle donne pour Pierre Larrouturou
Il s'est vite trouvé un point de

chute. Eurodéputé jusqu'au 9 juin – non retenu sur la liste du Parti socialiste et de Place publique –, Pierre Larrouturou revient par la fenêtre législative via un autre de ses anciens partis: Les Écologistes. Après avoir appelé à voter, quelques jours avant le scrutin européen, pour Marie Trous-

saint, plutôt que pour sa liste de Nouvelle Donne, voici l'économiste récompensé d'une circonscription gagnable: la 5^e de l'Essonne. Celle que Cédric Villani, soutenu par les écologistes en 2022 après avoir tenté l'aventure Macron en 2017, avait perdu pour moins de dix voix face au néo-macroniste Paul Midy. L'ex-eurodéputé n'a encore jamais siégé à l'Assemblée nationale, où il devrait apporter ses graphiques et y porter ses thèmes fétiches, comme le partage du temps de travail. En 1997, il avait déjà été candidat aux législatives, sans succès, avec une bannière,

celle de l'«Union pour la semaine de quatre jours».

Le come-back de Dominique Voynet

On la pensait à la retraite... eh non. Dominique Voynet rempile en Franche-Comté pour tenter de

ramener à gauche la 2^e circonscription du Doubs, conquise par un écologiste – Eric Alauzet – en 2012. En 2017, elle avait choisi l'aventure macronienne. Elue dans le Jura en 1997 avant de devenir ministre de Lionel Jospin, l'ancienne patronne des Verts s'était éloignée de la politique après avoir été maire de Montreuil entre 2008 et 2014.

En 2021, elle quitte la tête de l'agence régionale de santé de Mayotte. Son retour, amorcé dès 2022 lorsqu'elle devient secrétaire régionale d'EE-LV en Bourgogne-Franche-Comté, fait les frais du boulanger Stéphane Ravacley, candidat

dans le Doubs que les écologistes avaient soutenu il y a deux ans.

Philippe Poutou repart au turbin dans l'Aude

On l'avait laissé en Gironde. On le retrouve dans l'Aude. Triple candidat à la présidentielle, Philippe Poutou du Nouveau Parti anticapitaliste se voit cette fois-ci investi sur le quota de LFI. Envoyé dans la 1^{re} circonscription de l'Aude, conquise par l'extrême droite en 2022, celui qui défend la ligne unitaire du NPA se présente sous la même bannière que les socialistes qu'il a longtemps critiqués lorsqu'ils étaient au pouvoir. Fini, les petits scores? Sur un territoire qui comprend Carcassonne et perdu par la gauche en 2017 – au profit d'Emmanuel Macron puis de Marine Le Pen – il lui faudra déloger le frontiste Christophe Barthès, qui avait avancé la gauche unie de plus de 3 000 voix il y a deux ans.

François Hollande, un ex-président de retour dans l'arène

Un petit tour au 20 heures de TF1... puis s'en va en campagne. Samedi,

deux jours après s'être dit «favorable» à l'accord à gauche, François Hollande a présenté dans son fief de Tulle sa candidature dans la 1^{re} circonscription de Corrèze. Son annonce a surpris jusque dans son propre parti, qui n'avait pas prévu une telle investiture. Mais le Parti socialiste s'est rapidement rangé derrière l'ancien président,

lui offrant l'investiture du Nouveau Front populaire. S'il est élu, François Hollande ne serait pas le premier président de la V^e République à reprendre du service en tant que député. Trois ans après son départ de l'Élysée, Valéry Giscard d'Estaing avait siégé à l'Assemblée. Chez lui, François Hollande n'a pas la partie gagnée: à Tulle, le RN est arrivé

en tête aux élections européennes, avec 26,73 % des voix. Perdu en 2017 au profit du camp Macron, ce fief socialiste est à droite depuis 2022. François Hollande tentera de rattraper les 3 000 voix qui avaient manqué à la gauche (représentée par une insoumise il y a deux ans) pour tenter d'ajouter un nouveau mandat à ses dix-neuf années compilées en tant que député de Corrèze. ●●●



DR



AFP

●●● Edouard Philippe, qu'investir des candidats face à eux reviendrait à faire passer le RN. Sans pour autant s'assouplir : «Liot restera un groupe indépendant», tranche le président du groupe. Puisque les choix des électeurs les dépassent, les macronistes feignent d'en être les organisateurs. «Ce sont des endroits où ils n'ont aucune chance», assène Pierre-Henri Dumont, vainqueur de ses concurrents macronistes en 2017 et en 2022. «On n'a pas beaucoup de candidats pour se lancer à l'assaut dans ces territoires, on ne va pas se mentir», reconnaît un cadre de Renaissance. Pour le parti présidentiel, l'opération ne coûte que de l'argent : moins de candidats présentés au premier tour des législatives, c'est aussi moins de fonds publics, selon les règles de financement politique. Ils espèrent y trouver leur compte en évitant un second tour RN-LFI dans ces circonscriptions à haut risque. Et se prennent à rêver que les élus bénéficiant de ce coup de pouce seront plus enclins à coopérer avec eux à l'avenir. Vraiment ? Contactés par *Libération*, les députés Nicolas Forissier, Raphaël Schellenberger et Pierre-Henri Dumont font savoir qu'ils sié-

«On n'a pas beaucoup de candidats pour se lancer à l'assaut.»

Un cadre de Renaissance

●●● Céline Verzeletti, de la CGT à LFI

Investie par La France insoumise à la place de Danielle Simonnet dans la 15^e circonscription de Paris, Céline Verzeletti est un visage connu du syndicalisme. Secrétaire confédérale de la CGT depuis neuf ans, ce qui fait d'elle l'une des plus anciennes membres du bureau dirigé par Sophie Binet, cette employée de la pénitencière de 55 ans apparaît régulièrement dans les médias pour défendre l'action du syndicat. Ou plutôt apparaissait, puisqu'elle a démissionné de ses mandats confédéraux, sans possibilité de faire demi-tour : «En cas de défaite, je ne pourrai pas réintégrer le bureau confédéral», indique-t-elle. Elle a en revanche seulement «suspendu» ses activités à l'Union fédérale des syndicats de l'Etat CGT, dont elle est cosecrétaire générale. Dans une circonscription imperdable pour la gauche (une partie du XX^e arrondissement), elle va donc devoir faire face à Danielle Simonnet qui devrait, elle, profiter de son réseau militant et du soutien des autres partis du Nouveau Front populaire qui n'ont pas accepté la non-reconduc-

geront dans un groupe LR indépendant. «Je n'ai pas l'intention de changer mon fusil d'épaule. Il est plus qu'évident que je ne suis pas macroniste», précise Schellenberger. «Je n'ai rien demandé», renchérit Dumont. «On reste indépendants mais on doit retrouver notre culture de gouvernement», nuance Forissier, de longue date en faveur d'un dialogue avec l'exécutif. Le retour sur investissement ne s'annonce pas meilleur à gauche. Jérôme Guedj a tweeté sa volonté de rester «au sein du groupe socialiste, pour poursuivre et amplifier [ses] combats d'hier».

Glissement. Des tirs de barrage que l'on fait mine de minimiser à l'Elysée, où l'on évoque désormais une «fédération de projets» dans une Assemblée émietlée. «Quand chacun aura son siège, chacun reprendra sa liberté de ton et d'expression, espère-t-on au siège de Renaissance. Si les Français décident pour la deuxième fois de ne pas donner la majorité absolue à une seule famille politique, il faudra que les différents partis prennent leurs responsabilités.» Sur BFM TV, Edouard Philippe ne parlait plus lundi de «majorité présidentielle», mais de «créer une nouvelle majorité parlementaire», façon d'acter le glissement du pouvoir de l'Elysée vers l'Assemblée. Le maire du Havre a arraché pour son parti Horizons une vingtaine d'investitures supplémentaires et un financement indépendant. Lui aussi mise sur les modérés des deux rives pour la suite.

JEAN-BAPTISTE DAULAS
et LAURE EQUY

tion des sortants insoumis opposés à Mélenchon.

Raphaël Arnault, un antifa «de combat»

«Qu'on ne baisse pas le regard à l'Assemblée, ni dans la rue, ni sur leurs plateaux, voilà ce qui les effraie.» Pas encore trentenaire, Raphaël Arnault porte les couleurs du Nouveau Front dans la 1^{re} circonscription du Vaucluse, celle d'Avignon et de Cavaillon, gagnée par le RN en 2022. Il est le porte-parole du mouvement antifasciste La Jeune Garde, qui a des sections partout en France. Un groupe qui participe à de nombreuses mobilisations et a tenu un stand à la Fête de l'Huma. Qui revendique un antifascisme de combat et n'hésite pas à diffuser des images où il s'en prend à des militants d'extrême droite. Ce qu'assume le jeune homme, lui-même déjà plusieurs fois agressé par des nerfs et qui s'est lancé en politique après la mort de Clément Méric, tué par des skinheads à Paris en 2013.

LILIAN ALEMAGNA,
FRANTZ DURUPT,
MATHIS HARDOUIN,
MAXIME MACÉ
et PIERRE PLOTTU

«On ne se retrouve pas dans le programme du RN, et cela nous paraît important de le dire.»

HENRI GODRON

Président de Biocoop

Rares sont les patrons à s'être exprimés pour appeler à empêcher la possible arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Et même à s'être exprimés tout court depuis le 9 juin. Biocoop est – de loin – le premier réseau de magasins bio en France. En 2023, la société coopérative comptait plus de 8000 salariés et 739 magasins avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros. Après l'annonce de la dissolution, son conseil d'administration, présidé par Henri Godron depuis janvier, a estimé que la situation exigeait de s'engager. «On observe la montée des populismes partout en Europe, et c'est dangereux pour le modèle de société que l'on veut défendre, a-t-il déclaré. Alors que les résultats aux élections européennes n'étaient pas bons pour l'écologie, au moins en France, et que certains nient l'évidence qui est le changement climatique, on craint l'arrivée de schémas complètement opposés à l'écologie.»



BRUNO AMSELLEM

Mic-mac Un candidat LR finalement investi dans le Nord face à Gérald Darmanin

Le ministre de l'Intérieur, qui avait été élu avec 57,5 % des voix en 2022 dans sa circonscription de Tourcoing (Nord), aura bien un candidat Les Républicains parmi ses adversaires pour le premier tour des élections législatives. Michèle Tabarot, présidente de la commission nationale d'investiture, a indiqué lundi que LR avait investi une personne dans la circonscription de Gérald Darmanin, à savoir Jérôme Garcia, qui a d'ores et déjà lancé sa campagne. Les instances locales du parti dans le Nord avaient initialement indiqué lundi que ce candidat investi en 2022 contre le pensionnaire de la place Beauvau était cette fois dissident. Outre Jérôme Garcia, Gérald Darmanin sera opposé, entre autres, à un candidat du Rassemblement national, le délégué départemental adjoint Bastien Verbrugghe, et à un candidat Reconquête, Gustave Vigue-Desplaces. L'insoumise Leslie Mortreux sera, elle, la représentante du Nouveau Front populaire. (avec AFP)

EN BREF

Justice Eric Ciotti visé par une enquête pour «détournement de fonds publics»

Selon les informations de France Info lundi, une enquête visant le président du parti Les Républicains a été ouverte par le parquet de Nice le 31 mai après un signalement d'Anticor, l'association de lutte contre la corruption. Elle concerne «l'utilisation détournée des cartes de parking au port de Nice mises à disposition gratuitement par la chambre de commerce et d'industrie à des proches du député LR, en lien avec le conseil départemental [des Alpes-Maritimes]». Il s'agit de la troisième enquête ouverte pour «détournement de fonds publics» visant Eric Ciotti depuis 2022. Dans la foulée, sur X lundi, le dissident républicain a dénoncé «une manipulation politique».

400 000

C'est approximativement le nombre de procurations établies dimanche, quatorze jours avant le premier tour des législatives, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur donnés au *Parisien*. «Par rapport aux législatives de 2022, entre J-20 et J-14 avant le premier tour, on comptabilise 6,5 fois plus de procurations», détaille le ministère. Pour rappel, il est en principe possible d'en établir une jusqu'à la veille du scrutin. La demande se fait sur papier ou en ligne et nécessite ensuite de se rendre dans un commissariat de police, une gendarmerie ou un tribunal judiciaire pour faire vérifier son identité. Les titulaires des nouvelles cartes d'identité peuvent faire une procuration 100 % en ligne.

Assemblée nationale Le futur président sera élu le 18 juillet

Tout ça nous paraît encore très loin mais il faut bien se préparer. Les futurs députés, élus le 7 juillet, éliront à leur tour le prochain ou la prochaine présidente de l'Assemblée nationale le 18 juillet, selon un calendrier communiqué par le Palais-Bourbon. C'est ainsi que s'ouvrira la 17^e législature de la V^e République. La titulaire sortante, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), de nouveau candidate dans les Yvelines, a rendu son titre en même temps que son mandat de députée à la suite de la dissolution. La couleur politique du futur quatrième personnage de l'Etat est hautement incertaine, alors que plusieurs élus s'attendent à ce que les prochaines législatives donnent naissance à une Assemblée nationale entravée entre trois blocs politiques se faisant face.

ÉDITOS

Emmanuel Macron
à Paris, le 12 juin.
PHOTO ALBERT FACELLY

Législatives: vertige de l'électeur de gauche, entre espoir, peur et colère

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**
Chroniqueur politique

Depuis qu'Emmanuel Macron a fait le choix aussi inédit qu'aventureux de dissoudre l'Assemblée, au soir d'euro-peennes dominées de la tête et des épaules par le Rassemblement national, un vertige a saisi les électeurs de gauche dans leur diversité. Certains partisans de Macron, et même certains électeurs de droite partagent ce sentiment, même s'ils ne nourrissent pas la même ambition pour le scrutin qui s'annonce. D'un jour à l'autre et même d'une heure à l'autre, les émotions se succèdent et parfois se mêlent. Un cocktail où cohabitent l'espoir et la peur, dans un climat où la colère domine.

Assister à l'émergence express d'un Nouveau Front populaire (NFP), cartel électoral qui semble la seule réponse à la hau-

teur du moment alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, a fait naître un espoir à gauche. Cette démarche qu'une majorité d'électeurs de gauche appelait de ses vœux dans la perspective de 2027 a vu le jour en moins d'une semaine, parce que la situation l'exigeait. De quoi faire naître un élan dont personne ne peut dire l'ampleur qu'il aura dans les urnes, et un espoir presque un peu fou. Car il y a quelque chose de très désirable dans le programme mis sur la table par le NFP. Une rupture d'ampleur replaçant au cœur la question de l'égalité. Alors on se prend à rêver, sûrement un peu plus que de raison. Et si ce coup de bonneteau du chef de l'Etat aboutissait non à un basculement dans le pire, mais à un cheminement vers le meilleur? Et si l'année 2024 s'inscrivait en fin de compte dans les pas de 1936 et 1981? Mais dans la seconde qui suit, pour peu qu'on laisse son es-

prit vagabonder, l'espoir fugace peut être balayé par une peur tenace. Pas celle d'une simple alternance, plutôt d'un tragique basculement. Celle de voir Jordan Bardella à Matignon, alors que son camp, au sortir des européennes, ne peut qu'apparaître comme favori de ces législatives – même si ce scrutin à deux tours est une marche plus haute à franchir. On songe alors à l'effroyable réalité d'une extrême droite, revancharde à l'égard de l'Etat de droit, disposant de puissants leviers pour concrétiser son national-populisme xénophobe et déroulant un programme économique et social dont les Français les plus fragiles seront, contrairement à ce qu'ils pensent souvent, les premières victimes.

Cette peur est le carburant d'une colère. Intense. Contre ce chef de l'Etat qui se vante d'avoir balancé une «grenade dégoupillée» dans les pieds de ses adversaires de tous bords et

qui se targue d'être de ceux qui écrivent l'histoire pour ne pas la subir. Quitte à jouer l'avenir immédiat de la France à la roulette russe, dans une posture d'apprenti sorcier qui a sidéré jusqu'à certains de ses soutiens les plus fidèles. La colère, on a pu le constater ces dernières années, voilà l'émotion qui domine et qui grandit. Au sein des électeurs de gauche comme chez ceux du RN. Jusqu'à présent, c'est le camp Le Pen qui a su le plus en profiter dans les urnes. Mais dans une élection, l'histoire n'est jamais écrite d'avance et la mobilisation est probablement la variable ayant l'impact le plus concret sur le résultat. Combattre la peur en transformant la colère en espoir et même en désir de gauche, voilà l'enjeu historique de ces deux (petites) semaines de campagne. Au fond, au-delà de la nécessité de faire barrage au pire – exigence dont on espère que durant l'entre-deux-tours elle

animera plus que par le passé les macronistes et en premier lieu leurs électeurs –, c'est le projet apparaissant au plus grand nombre comme le plus désirable qui l'emportera. On repense aux «désirs d'avenir» portés par Ségolène Royal en 2007. Pour cela, la gauche doit arriver à se faire entendre sur le fond, en mettant le paquet sur les électeurs qui ont perdu l'habitude de l'écouter et qui, pour certains, ont un désir de RN. L'union était une condition nécessaire, mais chacun sait qu'elle n'est pas en elle-même suffisante pour assurer la victoire le 7 juillet. Il s'agit de faire se lever en un temps record une puissante envie de gauche. On a donc ressenti aussi de la colère à l'égard de ceux qui, à gauche, par leurs mots ou leurs décisions, ont pollué ces derniers jours l'exposition médiatique de ce NFP. Et voilà qu'en évoquant cet at-telage en dynamique, l'espoir reprend le dessus. ♦

L'union face à l'extrême droite, réflexe historique et salutaire de la gauche

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Il est des moments où les vérités telluriques de notre paysage politique se manifestent. Pourquoi ceux qui, à l'extrême gauche ou au centre gauche, n'avaient pas goûté la Nupes, faux accord de fond qui n'osait pas se présenter pour ce qu'il était seulement, c'est-à-dire un accord purement électoral, pourquoi donc ceux-ci se trouvent-ils aujourd'hui réunis sous la bannière du Nouveau Front populaire? L'urgence, bien sûr. Le Rassemblement national approche ces jours-ci ses mains des manettes. Mais quelle est la mécanique politique, historique, philosophique, qui produit ce précité démocratique à gauche, alors qu'à droite c'est la débandade, la scission, la trahison, la couardise?

Il s'agit d'une sorte de grégarité salutaire et classique à gauche. Confusément, un électeur de centre gauche, pour que la France soit pas trop mal gérée, pourra

accepter, et même souhaiter, par temps calme le dépassement gauche-droite. C'était la promesse, qui paraît aujourd'hui antédiluvienne, d'Emmanuel Macron. De même, un responsable de centre gauche, s'il s'agit de s'assurer que l'économie sociale de marché fonctionne et soit financée, pourra s'entendre avec le centre droit. Mais, par une alchimie profonde, venue de l'histoire de la Révolution, de la conquête républicaine du XIX^e siècle, des périls des années 30, de la Résistance, les gauches, aussi diverses et divisées soient-elles, trouveront toujours un intérêt stratégique et moral (ne cherchons pas à trop distinguer les deux) à se reconnaître comme étant d'une même lignée, d'un même sang philosophique.

Pour lutter contre l'extrême droite, le social-démocrate le plus raisonnable fera toujours plus confiance à un trotskiste qu'à un modéré de droite. François Hollande et Philippe Poutou, qui ne pourraient en aucun cas gouverner ensemble, sont, en ces moments graves,

dans le même camp. Ils le savent, se reconnaissent et se déchireront sitôt que le danger se sera éloigné, quand il s'agira de parler fiscalité ou de tout autre sujet d'organisation de la société. C'est de ce fil invisible, qui se tend brusquement pour protéger tout ce que la Révolution a engendré, dont il est question en ce moment. Il ne faut pas le casser. Dans les manifs de samedi, le slogan «on s'engueulera plus tard» ne disait pas autre chose.

Voilà pourquoi les négociateurs socialistes et insoumis ont chacun fait d'énormes concessions. Ils savent qu'ils ne gouverneront certainement pas ensemble dans les prochains temps, mais ils savent que leur union, aussi bancal sur le programme que sincère sur les valeurs profondes, peut au moins empêcher le Rassemblement national d'obtenir la majorité absolue. Voilà pourquoi il était primordial d'entendre de la part des insoumis des mots rassurants sur l'antisémitisme, par exemple. Les prononcer a dû être douloureux, parce que cela lais-

sait entendre que les procès qui leur sont faits à ce sujet sont fondés. Insulte suprême, quand on sait que la gauche jaressienne, dont chacun se prévaut aujourd'hui, est fondée en grande partie sur le refus de l'antisémitisme. Dans l'histoire de la gauche, l'antisémitisme fut une tache avant et pendant l'affaire Dreyfus. Jaurès, Clemenceau et la Ligue des droits de l'homme l'avaient lavée. Il ne fallait pas que le conflit israélo-palestinien laisse penser que cette ère était révolue. Cette question était bien plus importante que le niveau du salaire minimum ou le nombre de tranches d'imposition.

Emmanuel Macron voulait une clarification, c'est-à-dire qu'il voulait que la droite et la gauche se déchirent et que du fruit de ces déchirures naisse une force politique centrale. Il n'a rien fait pendant ces sept ans pour construire cette force, pour laisser les macronistes sincères tenter de proposer des solutions ou pour coaliser des forces politiques prêtes à passer d'une culture d'affrontement à une culture du compromis. Résultat, Emmanuel Macron parvient à fracturer la droite, mais c'est sa gauche à lui, les derniers électeurs de centre gauche qui lui étaient restés fidèles, qui ne tardera pas à l'abandonner. Voilà la vraie clarification. ♦



L'autodissolution du macronisme

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Nous avons connu déjà plusieurs dissolutions de l'Assemblée nationale sous la V^e République. Des très réussies, comme celle du printemps 1968, et des ratées, comme celle de 1997. L'expérience montre que son utilisation est extrêmement difficile, au point que, parfois, l'arme de la dissolution prend des allures de «piège à cons». Jacques Chirac, Alain Juppé et Dominique de Villepin en savent quelque chose. Le plus difficile pour celui qui décide d'avoir recours à cet outil de résolution de crise est de ne pas se croire infailible, et c'est justement le point faible d'Emmanuel Macron. Cette dissolution restera dans les mémoires comme l'exemple d'une «autodissolution», une sorte de suicide politique, qui a des effets contraires à l'objectif recherché. Pour éviter une victoire du RN, le chef de l'Etat, après en avoir fait son ennemi privilégié, après avoir par ce biais légitimé ce parti, lui donne le pouvoir. L'ancienne Première ministre Elisabeth Borne est venue débouter lorsqu'on avance comme justification que l'Assemblée nationale ne fonctionnait plus. Ça marchait, dit-elle. Certes, le risque d'une motion de cen-

sure à l'automne était probable, mais la dissolution aurait alors été plus légitime.

La réalité est que Macron a échoué à élargir sa majorité, à forger une alliance avec d'ex-LR et d'ex-socialistes. Comme le scandait autrefois la grenouille du *Bébête Show* avec la voix de Mitterrand : «C'est un métier.»

Le Président pensait prendre de vitesse l'extrême droite et une gauche divisée. Il était mal informé, car le RN travaillait déjà sur ce scénario et les gauches, en quatre jours, ont réussi à s'unir malgré le radicalisme destructeur de Mélenchon. Avant même la tenue des élections législatives, le bloc central – les macronistes – a quasiment disparu... Rarement la formule «l'arroseur arrosé» aura été aussi pertinente. Une partie de LR va s'allier au RN tandis que la gauche carbure à l'unité, sa potion magique, réveillée par la perspective d'une extrême droite qui accède au pouvoir. L'inverse absolu du scénario imaginé par Macron. Avant le Front populaire d'aujourd'hui, celui d'hier : le 6 février 1934, les ligues nationalistes veulent prendre d'assaut le Parlement et font une vingtaine de morts ; la semaine suivante, des militants de l'Action française veulent lyncher Léon Blum, le leader socialiste. Jusqu'alors, les socialistes étaient traités par les com-

munistes de «sociaux traîtres». Mais Staline opère un revirement dans la lutte contre les fascismes, qui se traduit par la constitution de fronts unissant communistes, socialistes et radicaux. Pas convaincu mais obéissant, Maurice Thorez va donc proposer à Léon Blum et aux radicaux un «Front populaire» (Eugen Fried, représentant de l'Internationale communiste à Paris, étant l'inventeur de la formule). Le pacte est scellé en juillet 1934. Des manifestations ont lieu en 1935, les grèves se multiplient et les élections législatives ont lieu en avril et mai 1936 et, le 4 juin, le gouvernement Blum voit le jour avec le soutien des communistes, mais sans participation. En juillet 1936, immédiatement après le coup d'Etat nationaliste de Franco

en Espagne, la guerre civile commence. En août, en plein Front populaire, Staline déclenche les grandes purges et les procès de Moscou. Ces crimes n'empêchent pas l'union. L'envie collective et la nécessité historique sont plus fortes et s'imposent à tous. C'est aussi le cas aujourd'hui. L'antisémitisme d'une partie de La France insoumise, les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon, ses ambitions présidentielles, sa volonté de régner à tout prix abîment ce Front populaire. A charge pour les autres partis du Nouveau Front de mettre de l'ordre. Certes, le rapport de force dépendra du nombre d'élus de chaque formation le 7 juillet. Mais l'absence de leadership est un handicap pour le Front populaire. Les ralliements sont les bienvenus, que ce soit celui de François Hollande, de Lionel Jospin, d'anciens ministres et d'anciens députés : tous sont indispensables pour rétablir l'équilibre. Il manque l'ancien maire de Cherbourg Bernard Cazeneuve, Juliette Méadel et Jérôme Guedj. Le Front a besoin de tout le monde pour encadrer la frange dangereuse qui campe au cœur de La France insoumise, pour la rendre minoritaire, tant que la question du leadership n'est pas réglée. Marine Le Pen est très claire : elle anticipe l'échec de Renais-

sance et raisonne comme si elle parlait désormais au nom de toute la droite, comme si la droite républicaine, gaulliste et chiraquienne s'était dissoute dans l'énorme score du RN. Elle accepte la cohabitation avec le Président et les institutions de la V^e République et se présente comme la candidate de l'ordre et de «la tranquillité».

Le succès du RN lors des élections européennes se mesure dans les chiffres : il y a en France 34 935 communes et, dans 32 000 d'entre elles, le RN est arrivé en tête. Un raz de marée. La prise du pouvoir par le RN serait un changement radical, avec l'instauration dramatique de la préférence nationale par un gouvernement autoritaire. Les premières victimes seront les jeunes, les manifestants en tous genres, les métiers culturels, les employés des services publics mais aussi les journalistes, qui seront mis sous pression. Les migrants subiront les assauts de policiers qui n'auront plus à redouter les poursuites judiciaires. L'échec de la dissolution aurait pour résultat quasi surréaliste de donner le pouvoir à une droite radicale, nationaliste, autoritaire et populiste. Nous allons vivre désormais comme les Hongrois, en délicatesse avec l'Europe. On connaissait l'argument selon lequel on avait tout essayé, tout sauf le RN. Le poison non plus n'avait pas été essayé. Ça aussi, c'est fait. C'est un nouveau monde qui commence pour la société française. ♦

Avant même les élections, le bloc central a quasiment disparu... Rarement la formule «l'arroseur arrosé» aura été aussi pertinente.

HAMAS-ISRAËL

Le coût de la guerre

Défense technologique, bâtiments détruits, aide humanitaire... Depuis huit mois, au-delà du bilan humain effroyable, la guerre au Proche-Orient atteint des sommes exorbitantes et affecte l'économie de toute la région.



Par
HALA KODMANI

Quand on fait la guerre on ne compte pas. Si l'effroyable bilan humain des hostilités lancées depuis le 7 Octobre est logiquement mis en avant tous les jours, on prête forcément moins attention au coût financier du conflit. D'autant qu'une telle évaluation est complexe : elle doit prendre en compte les pertes et les dépenses liées directement aux combats, mais aussi les répercussions économiques dans toute la région. L'addition au neuvième mois de guerre paraît impossible à dresser, mais on sait que la douloureuse atteint des sommes stratosphériques. Le premier poste incontesté de dépenses est celui des armes d'Israël. Des dizaines de milliards d'euros ont déjà été pulvérisés dans la bataille depuis le 7 Octobre. La somme record de 1 milliard en une seule nuit a été atteinte le 14 avril lors de l'attaque de l'Iran contre le territoire israélien. L'interception par le

«Dôme de fer» de la pluie de missiles et de drones lancés par Téhéran a impliqué des centaines de missiles antimissiles Patriot de fabrication américaine. Une défense technologique qui s'est révélée très efficace mais avec un prix très élevé. Chacun des intercepteurs du système de défense coûte entre 40 000 et 50 000 dollars (37 500 à 46 900 euros) à produire, selon le Centre d'études stratégiques et internationales, basé à Washington. Il faut compter, par ailleurs, près de 100 millions de dollars pour un système complet, comprenant le radar, l'ordinateur et trois ou quatre lanceurs – chacun contenant jusqu'à 20 intercepteurs.

NOUVELLE AIDE AMÉRICAINE

En contraste, l'attaque aurait coûté à l'Iran dix fois moins car un seul missile de défense Patriot peut coûter 40 fois plus que le missile offensif iranien qu'il est destiné à intercepter. Israël a déjà dépensé 16 milliards de dollars dans la

guerre, en grande partie en armement, selon le calcul fait début mai par Bloomberg. L'agence américaine estime que la poursuite du conflit d'ici 2025 pourrait lui coûter jusqu'à 65 milliards. Une nouvelle enveloppe d'aide américaine de 13 milliards de dollars a été votée fin avril par le Congrès. Elle devrait être consacrée en grande partie au renforcement du Dôme de fer.

Le coût plus global de la guerre pour l'économie israélienne est estimé à 50 milliards de dollars par le mi-

«Quarante années d'efforts et d'investissements sont parties en fumée.»

Abdallah al-Dardari
directeur du bureau régional
du Programme des Nations
unies pour le développement

nistère des Finances du pays si l'on ajoute les dépenses du «quoi qu'il en coûte» engagé par le gouvernement israélien. Cela comprend notamment le remboursement des salaires des 300 000 réservistes mobilisés, ou encore le paiement des hôtels des familles déplacées des zones sous le feu du Hamas ou du Hezbollah.

SOMMES ASTRONOMIQUES

Côté Gaza, les pertes sont de toute autre nature et ampleur, même hors bilan humain. Un rapport de la Banque mondiale et de l'ONU sur les seuls quatre premiers mois de la guerre estimait à 18,5 milliards de dollars les dégâts causés par les bombardements aux infrastructures et aux bâtiments. Les logements – dont 62% ont été détruits – comptent pour 72% du montant global, tandis que la dévastation des infrastructures et services publics, de l'eau, de la santé et de l'éducation représentent 19% des pertes. Le rapport estimait le montant total

des dégâts comme équivalent à 97% du PIB combiné de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

«Quarante années d'efforts et d'investissements sont parties en fumée», a déclaré Abdallah al-Dardari, directeur du bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), lors d'une conférence de presse à Amman, en Jordanie, début mai. Quant au coût de la reconstruction éventuelle de Gaza, il a été estimé début mai par le Pnud entre 30 et 50 milliards de dollars. Un premier programme de réhabilitation rapide les trois premières années pour reloger les habitants et réparer les infrastructures de Gaza a été chiffré entre 2 et 3 milliards, toujours par le Pnud.

Aux sommes astronomiques chez les deux belligérants, s'ajoutent des pertes inattendues et indirectes de la guerre, comme celles liées aux attaques des milices houthis du Yémen contre les navires de fret en mer Rouge. Même si les attaques ont reculé ces dernières semaines,



Un bâtiment en construction à Tel-Aviv, le 25 octobre.

PHOTO LUCIEN LUNG. RIVA-PRESS

le trafic maritime international avait été fortement perturbé les premiers mois faisant grimper les prix des transports et surtout des assurances. Ainsi, le groupe maritime français CMA-CGM, troisième plus grand au monde, avait décidé début janvier de doubler ses tarifs de transport de conteneurs de l'Asie vers la région méditerranéenne.

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

La crainte des attaques a surtout conduit les grands armateurs à modifier leurs itinéraires pour éviter la mer Rouge et le canal de Suez, optant plutôt pour le trajet plus long du cap de Bonne-Espérance. Une décision qui s'est traduite par une augmentation considérable des coûts et des délais de transport maritime. Mais ce détournement a aussi touché de plein fouet les droits de passage du canal de Suez dont l'Égypte tire jusqu'à 20% de ses revenus. Un manque à gagner désastreux pour une économie égyptienne au bord de l'abîme.

L'Égypte enregistre en outre des pertes significatives dans le secteur du tourisme, comme la Jordanie ou le Liban depuis le 7 Octobre. La guerre a entraîné un ralentissement économique global pour ces pays déjà en grande souffrance. Un coût global qui était estimé à plus de 10 milliards de dollars en 2024, estimait une étude du Pnud, plongeant plus de 230 000 personnes dans la pauvreté. Son coût pour les trois pays concernés pourrait doubler si la guerre durait encore six mois, précise l'étude publiée en décembre.

Le dernier élément, et non des moindres, à ajouter à la facture de la guerre est celui substantiel de l'aide humanitaire à la population de Gaza. L'ONU n'a cessé depuis huit mois de réviser à la hausse les besoins de ses agences pour répondre aux besoins en nourriture, en eau, en soins de santé, en abris et en hygiène. Le dernier appel aux dons, lancé en avril par le patron du bureau humanitaire des Nations unies dans les territoires palestiniens, s'élevait à 2,8 milliards de dollars jusqu'à la fin de l'année. ◆

Bâtiment, tourisme... l'économie israélienne fonctionne au ralenti

Malgré des investissements étrangers toujours importants, le conflit, dont le coût est estimé à 50 milliards de dollars, pèse sur la croissance du pays et affecte notamment les secteurs du bâtiment et du tourisme.

Les deux événements se sont télescopés dans une singularité toute israélienne. Au cours du mois d'avril, les agences de notation financière Standard and Poor's et Fitch ont dégradé la note du pays «pour risques géopolitiques» du fait, notamment, du coût de la guerre menée contre le Hamas, estimé à ce jour à 50 milliards de dollars (47 milliards d'euros) soit 10% du PIB israélien. Au même moment, le géant américain de l'intelligence artificielle Nvidia a acheté deux entreprises prometteuses de la tech israéliennes spécialisées dans le cloud computing. La première, Run:ai, a été acquise pour 700 millions d'euros, la seconde, Deci AI, pour un montant non divulgué. Dans l'écosystème local des hautes technologies, on estime que le montant cumulé des deux opérations approche le milliard de dollars. Depuis l'attaque terroriste du 7 Octobre, les investisseurs internationaux ne sont donc pas aux abonnés absents.

Assise à la terrasse d'un café de Saron, l'un des quartiers hype de Tel-Aviv, Lee Moser, elle aussi entrepreneuse dans le secteur high-tech, commente avec pragmatisme ces deux deals: «L'avance technologique, c'est la seule manière pour nous de survivre.» A moins de 35 ans, elle a déjà bouclé une levée de fonds de 70 millions de dollars qui ont été investis dans quinze entreprises. Le contexte régional tendu n'a pas bridé son optimisme. «C'est dans les périodes de crise que la créativité est la plus grande», lance-t-elle avant de formuler ce conseil directement destiné aux investisseurs internationaux: «C'est le moment de venir acheter des entreprises technologiques.» La guerre en cours pèse à tout le moins sur la valeur des sociétés mais n'a pas tari l'intérêt de ceux qui veulent faire fructifier leur capital ou celui de leurs clients. «Le monde des affaires veut faire des affaires. Les décideurs agissent sur des bases économiques et non pas politiques», estime Dan Catarivas, conseiller du patronat israélien pour les affaires internationales. Or «75% des fonds qui s'investissent dans la high-tech viennent de l'international», rappelle Ami Applebaum, dirigeant durant plusieurs années du Fonds pour l'innovation, une structure publique qui prend des participations dans les start-up israéliennes aux côtés des actionnaires privés. Le gouvernement israélien, toutes tendances politiques confondues, est extrêmement attentif à la bonne santé de la high-tech. Et pour cause, «ce secteur représente 11% du PIB, 25% des ressources fiscales et 56% des exportations», détaille Yaëlle Ifrah. Cette économiste franco-israélienne a travaillé dans plusieurs commissions parlementaires de la Knesset et participé à l'élaboration de plusieurs lois de finances.

Huit mois après le début du conflit, le coût de la guerre pèse pourtant sur l'économie israélienne. Le taux de croissance a été révisé

à la baisse. Il devrait se limiter à 1,6% cette année au lieu de 3,1% prévu initialement. Les importations se sont réduites de 6,6%, signe que la consommation a marqué le pas. Les recettes fiscales, elles, sont en recul de 9,3%. Côté dépenses, le budget israélien doit faire face à une série de charges nouvelles. Les dépenses militaires qui représentaient 4,1% du PIB pourraient faire un bond de 50% et atteindre 6%. L'Etat rembourse aux entreprises le salaire des soldats réservistes durant leur période de mobilisation et ils ont été 300 000 dans cette situation, au début du conflit. Enfin, un programme de reconstruction va devoir être financé dans le Sud, où plusieurs kibboutz ont été détruits, et dans le Nord, où nombre de logements ont été endommagés voire détruits par des roquettes tirées depuis le Sud-Liban.

Manque de main-d'œuvre

Avant le 7 Octobre, date de déclenchement de l'opération terroriste du Hamas, l'économie israélienne affichait une santé de fer. Ancien banquier à la compagnie financière Edmond de Rothschild et aujourd'hui investisseur dans des start-up locales, Samuel Pinto surveille avec attention les principaux indicateurs: «Ce pays a vécu quinze années miraculeuses de 2005 à 2020, avec un excédent de la balance des paiements qui a entraîné la hausse du shekel [la monnaie nationale, ndlr] et la découverte de gisements de gaz.» Pour l'avenir, son inquiétude vise surtout le comportement des ménages: «Si la guerre continue, il y a un risque d'épargne et de baisse de la consommation.»

Pour l'heure, deux secteurs sont particulièrement touchés. Le bâtiment et les travaux publics en premier lieu. Le long du bord de mer, des programmes immobiliers avancent au ralenti, et à la périphérie, dans le quartier d'affaires de Tel-Aviv, trois tours de bureaux ne sont toujours pas achevées. Il manque sur ces chantiers près de 100 000 travailleurs palestiniens qui n'ont pas été remplacés. Ils étaient jusqu'au 7 Octobre la main-d'œuvre principale dans la construction. La guerre a bloqué tout permis de travail. Entre deux rendez-vous, Avi Yakobi, un entrepreneur du bâtiment, résume sa problématique du moment: «La main-d'œuvre est rare donc plus chère, en revanche j'ai signé mes contrats à un prix donné que je ne peux augmenter, donc je perds de l'argent puisque mes coûts augmentent.» Le prix du m² commence à traduire cette tendance. Sébastien Benhamou sillonne la ville sur son vélo depuis près de quinze ans afin de vendre, louer ou acheter appartements et boutiques pour le compte de ses clients. «A Tel-Aviv, l'immobilier a baissé de 15% après une hausse ininterrompue depuis vingt ans, pour autant ce ne devrait pas être le cas dans le reste du pays.» L'explication se trouve sur les hauteurs de Jérusalem, juste en face de la Knesset, le Parlement israélien. Merav Kaplan œuvre aux côtés du chef économiste du ministère des Finances et surveille les évolutions des principaux indicateurs économiques qui défilent en permanence sur l'un des écrans de son bureau. Elle s'arrête sur le taux de natalité: trois enfants. La croissance démographique **Suite page 16**

Suite de la page 15 tire la construction, à tel point que les Israéliens, innovation oblige, ont imaginé un système sans véritable équivalent ailleurs pour augmenter le nombre de logements et financer la rénovation des immeubles anciens. Le programme «Tama 38» permet à une entreprise de construction de surélever un immeuble de deux étages et de vendre les logements nouvellement créés, à condition de rénover l'ensemble du bâtiment et de créer des parkings et des abris anti-missiles, obligatoires dans les constructions récentes. Résultat, les copropriétaires ne sortent pas un sou de leur poche, les immeubles anciens s'offrent un lifting et l'offre de logements augmente.

Visiteurs moins nombreux

Le conflit pèse également sur le tourisme. Nombre d'hôtels ont un taux d'occupation record mais il ne s'agit pas des clients habituels. Les populations du nord d'Israël sont sous le feu constant des missiles du Hezbollah, la milice pro-iranienne qui a annexé de fait le Sud-Liban. 70 000 personnes ont été déplacées dans le centre du pays et relogées dans des hôtels dès le mois d'octobre. Elles sont encore 40 000 aujourd'hui. Le gouvernement règle la note de cet hébergement d'urgence qui dure et coûte 125 euros par jour et par personne. Quant aux visiteurs étrangers, ils devraient être, cette année, beaucoup moins nombreux qu'en 2023. Le manque à gagner est évalué à un milliard de dollars. Il y a tout de même une entreprise qui est en forte croissance dans ce secteur à la peine. «El Al [la compagnie aérienne nationale, ndlr] a fait l'une des meilleures années de son histoire et s'apprête à augmenter de manière anticipée sa flotte de trois avions long-courrier», détaille Peleg Lewi, conseiller au cabinet du ministre du Tourisme. Au dernier trimestre 2023, les profits du transporteur ont bondi de 370% pour atteindre près de 40 millions de dollars. Une rentabilité due à la défection de plusieurs compagnies aériennes européennes et américaines qui ont arrêté de desservir Israël au lendemain du 7 Octobre, puis ont repris leurs vols avant de les stopper à nouveau après l'attaque de missiles venus d'Iran, le 14 avril. Afin de faire face à un conflit qui dure, le ministère des Finances prépare d'ores et déjà de nouvelles mesures. La TVA devrait augmenter de 1% en 2025. Une manière de compenser la baisse des rentrées fiscales qui ont plongé de 12,9% depuis le début du conflit. Un impôt sur les superprofits des banques est également à l'étude. Enfin, le recours à l'emprunt va augmenter et la dette jusqu'à présent modeste devrait passer de 60 à 66% du PIB d'ici à 2025. A titre de comparaison, la dette française atteint 111,7% du PIB. Cette capacité à encaisser, pour l'heure, le coût de la guerre ne modifie cependant pas les objectifs à long terme d'Israël. Les accords d'Abraham signés avec un certain nombre d'Etats du Golfe (Emirats arabes unis, Bahreïn) et le Maroc n'ont pas uniquement une dimension politique. Ils sont source d'exportations prometteuses, qui se poursuivent en dépit du conflit, notamment en matière d'équipement d'irrigation et de matériels de défense. «Si un accord est conclu avec l'Arabie Saoudite [qui était sur le point de l'être à la veille du 7 Octobre, ndlr], alors un cycle positif va se créer», prédit le banquier Sam Pinto. Le pouvoir économique précède bien souvent les décideurs politiques sur le long chemin de la paix.

FRANCK BOUAZIZ

Envoyé spécial en Israël

A l'étranger, le système de défense d'Israël convoité

Les entreprises d'armement se sont diversifiées dans les équipements aériens et d'artillerie. Le système d'interception de missiles intéresse bon nombre d'Etats.

C'est sans doute un effet collatéral que n'avait pas prévu l'Iran en lançant son attaque de missiles sur Israël le 14 avril. Le lendemain, l'action Elbit industries, la première entreprise d'armement d'Israël, a grimpé de 4%. Dans un building situé à quelques centaines de mètres du ministère de la Défense, Yossi Gaspar, l'un des vice-présidents d'Elbit, apporte une précision en forme d'explication à cette progression sur le marché financier : «Le laser qui équipe le "Dôme de fer" [le système antimissiles, ndlr] est produit par notre compagnie.» Or, 99% des quelque 300 missiles et drones envoyés par Téhéran cette nuit-là ont été interceptés. Même le Brésil qui n'a pas ménagé ses critiques contre Israël et a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv n'a pas pour autant annulé son dernier contrat d'armement d'une valeur de 135 millions d'euros. Il

a simplement décalé la signature d'une commande de 36 obusiers produits également par Elbit et préférés au canon Caesar fabriqué par le Français Nexter. Pour autant, tous ces équipements ne seront pas visibles dans les allées du salon français d'équipements militaires Eurosatory qui a ouvert ses portes lundi. Le 31 mai, le gouvernement français a décidé d'interdire la présence des entreprises israéliennes de défense à la suite d'une opération militaire menée à Rafah dans le sud de la bande de Gaza.

Record. Israël compte aujourd'hui trois entreprises majeures de défense, Elbit, entièrement détenue par des capitaux privés, Rafael et Israël Aircraft Industries (IAI), contrôlées par l'Etat. Ces trois sociétés sont à l'origine de la conception du Dôme de fer utilisé contre les missiles à faible rayon d'action mais aussi du système Arrow 2 et 3 qui permet d'intercepter des projectiles de longue portée. Ces entreprises permettent à l'Etat hébreu de s'assurer d'un minimum de souveraineté et d'indépendance en matière de défense. D'abord destinée à Tsahal, la production israélienne de matériel militaire est aujourd'hui majoritairement exportée : «Les trois

quarts de notre chiffre d'affaires se répartissent entre les Etats-Unis, l'Europe et la zone Asie-Pacifique», détaille Yossi Gaspar. Elbit vient ainsi de signer un contrat d'équipement des chars américains Abrams. L'opération pourrait représenter, à terme, 1 milliard de chiffre d'affaires. Au mois de novembre, Rafael a vendu à la Finlande son système d'interception de missiles «la fronde de David» pour un montant de 317 millions d'euros. Israël Aircraft Industries a annoncé le 9 novembre un contrat de 1,2 milliard à l'international. La nationalité de l'Etat acheteur n'a cependant pas été dévoilée. Ces dernières semaines, les carnets de commandes de ces trois compagnies ont progressé de manière significative. Le montant

«Nous étions au 30^e rang des entreprises de défense il y a un an, nous sommes désormais en 20^e position.»

Yossi Gaspar
vice-président d'Elbit

des engagements atteint ainsi 15,9 milliards de d'euros pour Elbit et 7,5 milliards pour Rafael. «Nos lignes de production tournent sept jours sur sept. Nous étions au 30^e rang des entreprises de défense il y a un an, nous sommes désormais en 20^e position», relate Yossi Gaspar. A la différence de certains de ses concurrents européens ou américains, comme Airbus qui assemble des éléments fournis par des sous-traitants, l'industrie de défense israélienne fonctionne selon le système de l'intégration verticale. Elle contrôle donc la fabrication de la plupart de ses composants stratégiques. L'an dernier, l'ensemble du secteur militaire a battu un nouveau record, avec des exportations qui ont dépassé 12,1 milliards d'euros.

Précision. Pour les années à venir, la demande d'équipement militaire devrait être grande en matière d'interception d'attaques aériennes. Elbit comme Rafael travaillent sur un nouveau concept autour du sujet. Il ne s'agira plus d'envoyer un missile détruire un autre missile mais d'utiliser un rayon laser pour répondre à une attaque aérienne. Outre sa précision, cette technique aura pour avantage de réduire considérablement les coûts d'intervention. Aujourd'hui, chaque interception via un missile est estimée à 28 000 euros. Il n'en coûtera que... 14 euros par frappe avec un système laser.

F.Bz

Envoyé spécial en Israël



Une opération militaire israélienne dans le sud de la bande de Gaza, le 30 mai. PHOTO FAIZ ABU RMELEH.MIDDLE EAST IMAGES.ABACA



A Qabatiya, près de Jénine en Cisjordanie, après la mort de trois Palestiniens tués par Tsahal, vendredi. PHOTO ZAIN JAAFAR. AFP

La Cisjordanie ruinée par huit mois de conflit

La guerre à Gaza a ébranlé l'économie palestinienne, minée par la corruption, qui, sans horizon politique, est condamnée à l'asservissement à Israël.

Famine, pauvreté et traumatisme : en huit mois, la population entière de Gaza a sombré, sans savoir à quoi ressemblera le monde d'après. Certaines institutions onusiennes calculent précautionneusement qu'il faudra plus de soixante-dix ans pour reconstruire les infrastructures, presque toutes endommagées. L'activité socio-économique du

territoire a été réduite à néant. Cette réalité, Hassan Bani Ghada n'a rien d'autre à faire que l'observer assidûment, les yeux rivés jour et nuit sur Al-Jazeera. Un narguile fait le tour du groupe d'hommes avec lequel il est assis au sommet d'un petit immeuble bancal dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie. A 50 ans passés, il fait partie de ces 150 000 Palestiniens à qui Israël a retiré un précieux permis de travail, quelques heures seulement après l'attaque du Hamas. «Maintenant, j'attends», dit Hassan.

Chômage. Sa famille survit grâce au salaire de fonctionnaire de son fils aîné. Il gagne trois fois moins que lui, quand il est payé : depuis novembre 2023, le Trésor israélien bloque une

partie des taxes prélevées pour l'Autorité palestinienne (AP), ne voulant pas que de l'argent atterrisse à Gaza. «Les dépenses du gouvernement et les salaires des travailleurs palestiniens en Israël représentent trois quarts des revenus de l'économie palestinienne», explique l'économiste Zayne Aboudaqa, directeur de la recherche pour l'incubateur Momentum Labs à Ramallah, soit environ 200 millions d'euros par mois. Les autres secteurs en dépendent presque entièrement. Depuis le 22 mai, en représailles à la reconnaissance de la Palestine par l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, colon idéologue, veut serrer encore plus la vis. En Cisjordanie, le chômage a presque triplé, de 12 à 30 % – beaucoup travaillaient aussi en Israël illégalement. Les restrictions de mouvement imposées par l'armée israélienne, qui actualise sur le terrain depuis huit mois la sé-



grégation territoriale des Palestiniens rêvée par l'extrême droite, ont sabordé le secteur tertiaire. Et l'industrie ne se porte pas mieux : «Les coûts d'importation ont presque triplé à cause de la fermeture de la mer Rouge», explique Nur Qaddi, directeur de la chambre de commerce de Hébron, première ville industrielle de Cisjordanie. «Pour l'instant, la Cisjordanie survit parce que l'Autorité palestinienne supervise les banques, donc un système compliqué de dette par ruissellement a été créé», explique Zayne Aboudaqa. Un système fragile qui dépend aussi de Bezalel Smotrich. C'est lui qui paraphe les «lettres d'immunité», qui protègent les banques palestiniennes des lois israéliennes sur le financement du terrorisme – tous les partis politiques palestiniens ainsi que les plus grandes ONG sont considérés comme terroristes par Israël.

«Urgence». L'Union européenne a déjà déclaré ne pas vouloir combler le trou. C'est une position de principe, mais aussi l'expression d'un ras-le-bol envers l'Autorité palestinienne. «Les Saoudiens pourraient, mais ils ne le feront pas sans une solution politique au conflit. Cela veut aussi dire un changement de direction, de rétablir un lien de confiance avec nos élites, mais aussi en la cause palestinienne elle-même», poursuit l'économiste. L'AP est aussi surendettée qu'impopulaire. Le nouveau Premier ministre, Mohammad Mustafa, économiste sérieux proche de l'inamovible Mahmoud Abbas, a promis, comme tant d'autres avant lui, d'apporter plus de transparence dans une classe politique minée par la corruption. Ses réformes fiscales complexes n'auront que peu d'effet dans ce système crépusculaire. «Mais le problème, au fond, ce n'est pas la corruption : c'est l'occupation», soutient Zayne Aboudaqa.

Quand les frontières rouvriront, «je retournerai au boulot, bien sûr», dit Hassan Bani Ghada, avec la clairvoyance des pragmatiques. En attendant, tous s'accordent : le plus important, c'est de mettre un terme à cette guerre. «Ce n'est plus qu'une question politique, ou économique, c'est une urgence psychologique», soupire Nur Qaddi. Dans la rue palestinienne, on craint les humeurs des hommes désœuvrés. La guerre soude mais le tissu social s'effiloche, et la violence, réelle comme télévisée, s'invite dans la sphère privée.

NICOLAS ROUGER
Envoyé spécial à Jénine

Malgré un cabinet dissous, la guerre se poursuit

Au lendemain d'une pause tactique annoncée à Gaza, Netanyahu a mis fin lundi au cabinet de guerre alors que la fronde s'organise.

Le Premier ministre israélien a annoncé lundi la dissolution de son cabinet de guerre, formé après la déclaration de guerre à Gaza, à la demande de politiciens d'opposition venus le rejoindre. Cette décision était attendue : sans les deux anciens chefs d'état-major Benny Gantz et Gadi Eisenkot, démissionnaires la semaine dernière,

l'existence même d'un conseil restreint n'aurait fait qu'attiser la soif de pouvoir des alliés suprémacistes de Benjamin Netanyahu. Les représentants du Grand Israël au gouvernement pourront continuer d'appeler à la souveraineté israélienne de la rivière à la mer et à une guerre totale et permanente, mais seulement en tant que ministres. Ces derniers ne chôment pas pour autant : la session législative est plus agitée que jamais, entre débat existentiel sur la conscription des ultraorthodoxes et annexion feutrée des territoires palestiniens. Il est encore difficile de juger des conséquences de ce réaménagement sur la conduite de la guerre, mais cela n'arrangera sans doute pas les relations du gouvernement

avec l'état-major, qui deviennent de plus en plus ouvertement conflictuelles. Cette dissolution arrive en même temps que le lancement par les manifestants contre le gouvernement d'une «semaine de résistance». Depuis dimanche, on promet des manifestations spontanées à travers le pays, ainsi que des opérations escargots sur les autoroutes. Evoluant sous une myriade de drapeaux, les organisateurs ont appelé la population israélienne à les rejoindre, notamment les fonctionnaires municipaux mais aussi les syndicats, sans forcément trop de succès. Bien que les manifestations soient impressionnantes, beaucoup d'Israéliens expriment de la réticence à l'idée d'aller battre le pavé. Certains

s'inquiètent pour leur sécurité dans ces grands rassemblements. D'autres soulignent que si le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, ne sait pas gagner cette guerre, l'alliance antigouvernementale manque de contre-propositions concrètes. «Tout ce que je souhaite, c'est que les otages reviennent, explique Meirav, pédiatre dans une clinique privée, pleinement engagée dans les luttes contre la réforme judiciaire en 2023, qui ne retournera pas manifester. Et après ? Il faut bien que nous rétablissions la dissuasion. Autrement, les Arabes continueront à nous attaquer ; après ça sera le Liban, et la Syrie...» Les habitants du nord d'Israël partagent aujourd'hui le devant de la scène dans la contestation avec les

familles d'otages. Ils se sentent abandonnés par le gouvernement. Lundi, l'envoyé de la Maison Blanche pour le Liban, Amos Hochstein, était en Israël, où il a rencontré Netanyahu et Yoav Gallant, mais aussi le chef de l'opposition Yaïr Lapid. Les Américains et les Français pensent encore pouvoir obtenir une solution diplomatique, mais rien n'est gagné : vendredi, le ministre de la Défense israélien a rejeté une proposition française en raison «des politiques hostiles de la France à l'égard d'Israël». Beaucoup d'Israéliens n'arrivent pas à imaginer d'autre issue qu'une guerre victorieuse pour ramener les 60 000 personnes encore déplacées chez elles, et un sentiment national de sécurité.

N.Ro. (à Tel-Aviv)



LIBÉ.FR

Les postes clés de l'UE au menu d'un dîner des Vingt-Sept

Les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne devraient se mettre d'accord lundi soir lors d'un dîner sur la candidature de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à sa reconduction. Emmanuel Macron, affaibli en interne mais aussi dans l'UE par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, a renoncé à proposer une alternative. PHOTO AP

Pacte vert: l'Europe sauve in extremis la loi sur la restauration de la nature

Grâce à la volte-face de la ministre autrichienne de l'Environnement qui a voté contre l'avis du chancelier de son pays, les 27 Etats membres de l'UE ont adopté lundi ce règlement clé de la feuille de route environnementale de la Commission européenne honni par l'extrême droite.

Par
CORALIE SCHAUB

C'est une «victoire historique pour la nature de l'Union européenne (UE)» mais aussi pour «son action climatique, ses citoyens et son avenir», salue un groupement européen d'ONG de défense de l'environnement. Et le terme «historique» n'est pas galvaudé. Mardi, les Etats membres de l'UE ont donné leur ultime feu vert à l'adoption d'un texte clé du Pacte vert européen, la loi sur la restauration de la nature. Ce règlement, qui vise à «restaurer au moins 20% des terres et des mers de l'Union européenne d'ici 2030 et l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés d'ici 2050», était dans les limbes et menacé d'être définitivement enterré. Le voici enfin adopté après avoir connu moult péripéties.

Attaqué par l'extrême droite, la droite conservatrice et eurosceptique et les tenants d'une agriculture industrielle, il avait subi de nombreux amendements moins-disants et des va-et-vient incessants entre les différentes institutions européennes, jusqu'à une approbation fin février par les eurodéputés puis une volte-face de la Hongrie en mars, lors du Conseil des ministres de l'Environnement des vingt-



La ministre autrichienne de l'Environnement, Leonore Gewessler, le 17 octobre. PHOTO LEONHARD FÖRGER. REUTERS

sept Etats membres censé l'adopter définitivement. La présidence belge de l'UE espérait malgré tout le sauver d'ici fin juin, avec une discussion sur le sujet lors du Conseil environnement de ce lundi à Luxembourg. C'est donc désormais chose faite, après une volte-face dimanche soir de la ministre autrichienne de l'Environnement, Leonore Gewessler, permet-

tant de dégager la majorité requise. «Aucun gouvernement ni aucun parti ne peut ignorer les intérêts de la protection de l'environnement et de la conservation de la nature», a-t-elle asséné à son arrivée à la réunion, saluant «de bons compromis et des mesures équilibrées».

«Caricature». La décision de ce lundi a été soutenue par 20 Etats (dont la France) sur 27. Jusqu'à présent, l'Autriche avait officiellement choisi de s'abstenir en raison de divisions au sein de la coalition au pouvoir. Le chancelier conservateur Karl Nehammer a jugé «illégal» le vote de sa ministre écologiste, menaçant d'introduire un «recours en annulation

devant la justice européenne». Le Belge Alain Maron, dont le pays assure la présidence de l'Union, a cependant estimé qu'il s'agissait d'une «querelle interne» à l'Autriche, rappelant que «ce sont les ministres autour de la table qui s'expriment». Loin du chaos agitant la vie politique française, Paris a voté pour. Dans un communiqué de presse, le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, dit se réjouir de cette adoption, qui «traduit l'engagement international de l'Union européenne à la mise en œuvre, sur son territoire, du cadre mondial sur la biodiversité adopté en décembre 2022» à l'issue de la COP15 biodiversité, à Montréal (Canada).

L'HISTOIRE DU JOUR

«Cette loi nous aidera à mieux nous adapter au choc du dérèglement climatique.»

Pascal Canfin
eurodéputé Renew

grées au texte pour protéger le monde agricole.»

La législation sur la restauration de la nature vise à réparer des décennies de dégâts causés à la faune et à la flore sur terre et dans les cours d'eau. Certaines dispositions doivent permettre d'améliorer les critères mesurant la santé des forêts, de retirer des barrages sur les cours d'eau et de stopper le déclin des abeilles. Selon Bruxelles, 80% des habitats naturels dans l'Union européenne sont dans un état de conservation «mauvais ou médiocre» (tourbières, dunes, prairies particulièrement), et jusqu'à 70% des sols se trouvent en mauvaise santé.

«Bénéfices». «Pour chaque euro investi dans la restauration de la nature, vous obtenez entre 8 et 38 euros de bénéfices», rappelait en juin 2023, dans un entretien à Libération, le commissaire à l'Environnement Virginijus Sinkevicius. A l'inverse, perdre les services gratuits qu'elle offre, tels que la pollinisation des cultures, l'air propre, l'amélioration de la santé mentale, pèse sur les dépenses sociales, de santé publique...»

Le Forum économique mondial, lui, calcule que 50% du PIB mondial repose sur les écosystèmes, d'une façon ou d'une autre. Et selon la Banque centrale européenne, sur 4,2 millions d'entreprises situées dans les 20 pays de la zone euro, 72% dépendent d'au moins un «service écosystémique».

Malgré les oppositions qu'elle a suscitées, la loi sur la restauration de la nature a pu compter sur d'ardents défenseurs. «Ces dernières années, rappelle une coalition d'ONG européennes (European Environmental Bureau, WWF, BirdLife Europe, ClientEarth), [elle] a reçu le soutien de plus d'un million de citoyens européens, de plus de 6000 scientifiques, de plus de 100 entreprises, d'organisations de la jeunesse et de la société civile.»



LIBÉ.FR

Pfas, fast-fashion... l'avenir incertain des lois en faveur de l'environnement

La nouvelle composition de l'Assemblée nationale sera décisive pour le futur climatique du pays. Certaines lois, en passe d'être votées avant la dissolution prononcée par Emmanuel Macron, pourraient ne jamais voir le jour en cas de victoire du Rassemblement national. PHOTO HANS LUCAS. AFP

«Aujourd'hui, je pense qu'on est tous capables d'accepter les orientations sexuelles des uns et des autres.»

**ANTOINE DUPONT**

Joueur des équipes de France de rugby à XV et à sept

Antoine Dupont s'engage. Dans une interview au magazine *Têtu*, la superstar du XV de France de rugby appelle ses camarades sportifs à «*ne pas avoir peur des réflexions*» et à casser les clichés de «*virilité*» pour «*simplement aider à arrêter l'homophobie*». Le demi de mêlée du Stade toulousain, qui tentera de décrocher une médaille avec l'équipe de France de rugby à sept cet été à Paris, souhaite «*que tous les joueurs se sentent bien avec leur sexualité et acceptés*» alors que le rugby professionnel français ne compte qu'un seul joueur à avoir publiquement évoqué sa sexualité. «*Je doute fort qu'il n'y ait qu'un seul gay sur les terrains !* insiste Dupont. Alors il faut le répéter, communiquer dessus, pour que chacun se sente définitivement à l'aise.»

Mort de la cantatrice Jodie Devos

C'était l'une des voix les plus belles et les plus techniquement solides à être apparues ces dernières années. Celle d'une soprano colorature autant à l'aise dans le baroque que dans le romantisme français. D'une mozartienne précieuse dont on ne pouvait que louer la fraîcheur de l'émission, la projection égale sur toute l'étendue du registre, le legato nourri avec naturel. Jodie Devos aimait l'art autant que la vie et l'a prouvé en se produisant et en donnant le meilleur d'elle-même jusqu'au dernier souffle, avec la passion et le courage qui la caractérisaient. Elle est morte dimanche à 35 ans des suites d'un cancer du sein foudroyant.

Née le 10 octobre 1988 à Li-
bramont, dans la Belgique



wallonne, elle avait grandi dans la nature à Lahérie, où son père élevait des canards. Voilà pour la franchise terrienne de sa personnalité. Quant à la grâce physique, elle venait de l'apprentissage de la danse ayant précédé celui du piano et du chant. Forte d'un master à la prestigieuse Royal Academy of Music de Londres et d'un deuxième prix au presti-

gieux Concours Reine Elisabeth – dont le public lui avait toutefois décerné le sien, celui du cœur – elle avait entrepris de conquérir la planète lyrique il y a à peine dix ans.

Des Chorégies d'Orange à l'Opéra de Paris, en passant par l'Opéra-Comique, le Capitole de Toulouse et le Théâtre des Champs-Élysées, le public français l'adopta alors, sans réserve, en Adèle dans la *Chauve-Souris* de Johann Strauss II, en Alice et en Comtesse Adèle du *Comte Ory* de Rossini, en Reine de la nuit dans *la Flûte enchantée* de Mozart, en Sœur Constance des *Dialogues des carmélites* de Poulenc, ou encore en Olympia des *Contes d'Hoffmann* d'Offenbach. Parallèlement, elle avait gravé

plusieurs disques pour le label Alpha Classics reflétant l'étendue de sa palette, du Stabat Mater de Pergolèse à un hommage à sa compatriote Marie Cabel, créatrice, entre autres, du *Bijou perdu* d'Adolphe Adam, dans le Paris du XIX^e siècle.

Si l'on s'inclinait devant l'originalité de ses propositions, imaginées avec la complicité des musicologues du Palazzo Bru Zane de Venise, c'est à son interprétation idéale du «Vorrei Spiegarmi, Oh Dio» dans *Così Fan Tutte* de Mozart que l'on a pensé, dimanche, à l'annonce de sa disparition. Ses graves solides, son médium fruité et charnu, son aigu ardent et rayonnant en souplesse vont désormais manquer cruellement.

ÉRIC DAHAN

1/3

Environ un tiers des lycéens de seconde n'ont pas trouvé de stage, ont déploré lundi la FCPE et le Snes-FSU, chiffres nuancés par le ministère qui évoque «70 % à 95 % *des élèves qui ont signé une convention*». Sur les 560 000 élèves inscrits en seconde, beaucoup sont ainsi sans stage et sans cours pour cette dernière quinzaine de juin, période généralement désertée par les élèves en raison du bac. «*C'est la chronique d'un chaos annoncé*», commente le vice-président de la FCPE nationale, Grégoire Ensel, qui a multiplié les appels à retirer cette «*mesure inégalitaire tant sur le plan territorial que social*». **L.Z-G.**

Migrants Un double naufrage fait au moins 11 morts et 60 disparus

Cela fait déjà plus de dix ans que les eaux de la Méditerranée ont été transformées en cimetière sous-marin, recueillant le corps des plus de 20 000 migrants morts noyés dans leur tentative de traversée vers l'Europe. Lundi, ils sont au moins onze de plus à avoir trouvé la mort en cherchant à rejoindre les côtes italiennes. L'ONG de secours allemande ResQship a d'abord alerté sur la mort d'au moins dix personnes. *«Au total, 61 personnes se trouvaient à bord du bateau en bois, qui était plein d'eau. Notre équipage a réussi à évacuer 51 passagers. Nous avons dû les libérer [de la cale] avec une hache»*, explique l'ONG allemande dans un message posté sur X. Un autre naufrage a été signalé dans la même zone par un journaliste de Radio Radicale, vigie des naufrages en Méditerranée centrale. Selon ses informations, les garde-côtes italiens ont débarqué en Calabre avec onze survivants et un mort à bord. Ils auraient été secourus dans la nuit de dimanche à lundi. Au moins 64 autres personnes étaient à bord et sont portées disparus.

Pollution plastique Les industriels sauvent leurs pots de yaourt

Les industriels ne sont pas prêts à lâcher leurs pots de yaourt. Censée entrée en vigueur en 2025, la disposition de la loi climat et résilience de 2021 prévoyant l'interdiction des emballages en polystyrène non recyclables – des pots de yaourts comme des barquettes de viande et de poisson ou encore des crèmes desserts – au 1^{er} janvier ne pourra pas être mise en œuvre comme prévu. *«La loi étaient trop ambitieuses. Nous sommes dans une impasse»*, admet le ministère de la Transition écologique, auprès de France Info et du *Monde*. Or ce nouveau recul sur le front environnemental aurait pu être évité, ont révélé lundi les deux médias, qui ont eu accès à un document confidentiel. Ce rapport datant de 2021, remis au ministère mais jamais rendu public, dévoile l'ampleur du lobbying mené par les industriels de l'agro-industrie et du plastique pour repousser l'interdiction des emballages en polystyrène non recyclables.

[illegible]



JEUX OLYMPIQUES

Répétition générale de la mise en Seine

Par
LAURE BRETTON

«**A**lleluia !» Il est 10 h 27 sur le pont d'Austerlitz à Paris et la proue immaculée du *Don Juan II*, un magnifique yacht art déco, fend enfin les eaux de la Seine, au grand soulagement de Marie. Cet été, cette septuagénnaire fuira Paris – «*trop de bazar, j'ai passé l'âge*» – mais assister à une répétition technique du défilé naval de la cérémonie d'ouverture, ça, elle peut.

Avec sa sœur, Marie-Laure, elles poireautent depuis une heure sous un inattendu soleil strident au milieu d'une petite foule armée de téléphones portables pour filmer le tout. Soit une file indienne d'une cinquantaine de navires de tous gabarits, qui transporteront les délégations olympiques le 26 juillet.

PRINTEMPS NOYÉ, ESSAIS DÉCALÉS

Entre deux bateaux-mouches et un Batobus, sur lesquels on peut loger facilement une centaine de personnes, un tout petit bateau blanc de quatre places s'est intercalé. «*C'est quoi ce pédalo ? Le Vatican ?*» rigole Marie. Il y a là des joggers tout droit sortis du Jardin des plantes et des touristes mais surtout des retraités. Qui d'autre un

lundi ouvert en plein milieu de matinée ?

Dans le jargon de Paris 2024, la soirée du vendredi 26 juillet, dans trente-neuf jours, s'appelle «*CER 1*», et une «*trace*», c'est un test sur six kilomètres de Seine, entre les ponts d'Austerlitz et d'Iéna. C'est le premier depuis juillet 2023 et il a été décalé à deux reprises pour cause de printemps noyé. Trop de pluie égale (entre autres) un débit trop rapide et un fleuve trop haut pour que les navires puissent passer sous les ponts.

Mais cette fois, c'est bon. Le 24 juin, les 89 embarcations de la cérémonie répéteront ensemble dans les mêmes conditions mais déjà pas mal de cases ont été cochées ce lundi : l'ordre des navires, la vitesse de la parade (entre 6 et 10 km par heure), la réactivité à des ordres de dernière minute (tous les pilotes de ce test seront à la barre fin juillet et ils étaient dotés de casques les reliant à la direction de la cérémonie) et la captation des images : des navires qui défilent avec des panneaux indiquant les pays (le Liechtenstein embarqué aux côtés de la Corée du Sud) aux drapeaux (des faux, aux couleurs du Cojo) qu'on agite pour voir ce que ça donne.

DEUX GROS YEUX GLOBULEUX

A chaque olympiades, filmer, c'est le job d'un Etat dans l'Etat. Cérémonies ou épreuves, tout est capté de A à Z par l'Olympic Broadcasting Services (OBS), une filiale du Comité international olympique, qui met ensuite les images à disposition des chaînes de télé. Cet été, le dispositif d'OBS, ce sera près de 8 000 techniciens déployés dans Paris, la Seine-Saint-Denis, à Marseille et Châteauroux (pour le tir sportif).

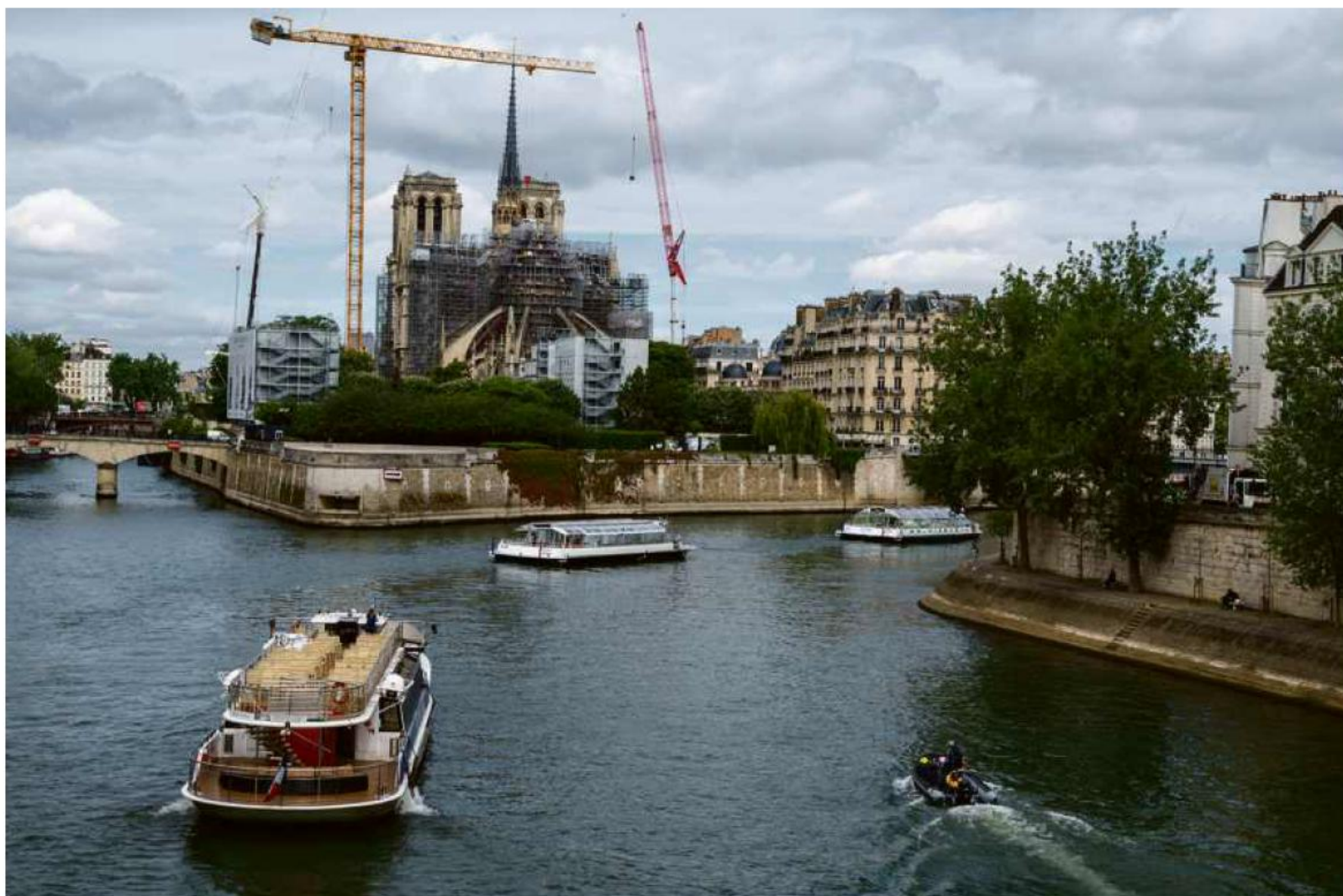
Habitué des stades, eux aussi doivent s'adapter pour cette cérémonie sur l'eau, une première dans l'histoire olympique. Par petits groupes de six ou dix, habillés de noir, ils ont pris place lundi sur de fluets hors bords noirs surmontés de portiques métalliques noirs où sont vissées deux caméras, comme deux gros yeux globuleux à la poupe et à la proue. Par paquets de dix, les bateaux avancent, créant une petite houle et lançant un défi aux esquifs d'OBS : rester d'équerre pour ne pas filer le mal de mer aux milliards de téléspectateurs branchés le 26 juillet. ♦



Libélympique

Libération suit les Jeux olympiques et paralympiques avec une nouvelle newsletter. Chaque vendredi, retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, concoctés par la rédaction. Pour s'inscrire : offre.liberation.fr/libelympique

Faire naviguer une centaine d'embarcations en file indienne sur le fleuve en respectant vitesse, écartement et scénographie, c'est le défi technique de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris, dont un filage s'est tenu lundi.



Sur la Seine lundi, s'est tenue la première phase des tests techniques de la cérémonie d'ouverture. PHOTO CARON, ZEPPELIN, SIPA



La chorégraphe Maud Le Pladec et le directeur artistique de la cérémonie Thomas Jolly, à Saint-Denis, le 7 juin.

La cérémonie d'ouverture, un secret numéro

Chorégraphié dans la plus stricte confidentialité, l'événement XXL mis en scène par Thomas Jolly se révèle petit à petit à l'approche des Jeux. «Libé» a pu observer un court extrait du spectacle.

Un zoom ou un microscope, c'est selon. Après des mois de secrets, polémiques, rebondissements (cochez la case correspondante), Paris 2024 a

jugé qu'il était plus que temps de lever le voile sur la cérémonie d'ouverture du 26 juillet. Autant pour appâter la presse qui trouvait le temps long sans image que pour attirer le chaland devant son écran ce soir-là, le comité d'organisation a donc opéré un coup de loupe, mais extrêmement circonscrit. Pendant une heure, dans un hangar de briques façon Brooklyn en Seine-Saint-Denis, on a pu observer un tout petit confetti de cérémonie, tout juste une minute de danse, qui se trouvera bras-

sée dans une fête de près de trois heures. Et apprendre le nom de la personne chargée de chorégraphier tout ça : Maud Le Pladec, 48 ans, ancienne directrice du Centre chorégraphique national d'Orléans et future patronne du Ballet de Lorraine.

Embargo

Entre les deux, donc, les JO et un spectacle XXL sur les berges de la Seine pendant que les athlètes défilent à bord de navires à la queue leu leu sur six kilomètres entre le Muséum d'histoire naturelle et la

tour Eiffel. Ça tombe pas mal puisque «le travail in situ, c'est l'ADN de mon travail», sourit la danseuse, trois rangs de perles autour du cou et trois bandes blanches sur jogging noir. La vis de la com a été bien serrée, elle déroule sur «le défi de [s]a vie» et ce «super challenge». On sent quand même une once de stress quand il s'agit de ne pas trop en déballer devant les caméras. «Il y a tellement de secrets pour conserver le plus de surprises possible, mais ce que je peux vous dire c'est que le premier partage est toujours

émouvant.» «CER1», le nom de code du 26 juillet en langage Cojo, c'est le secret le mieux gardé de toute l'organisation olympique. Pas de mail avec pièces jointes sur quelque partie de la cérémonie que ce soit (des espèces de poissons qu'il faut mettre en sûreté avant le défilé fluvial aux ponts qui serviront de décors) pour prévenir les fuites, dans la presse ou sur les réseaux sociaux. Les infos sont données par téléphone et au compte-gouttes. «Il n'y a que deux personnes qui savent et qui ont la vision d'ensemble, c'est [Thierry] Reboul et [Thomas] Jolly», insiste-t-on du côté de la com olympique. Soit le directeur des cérémonies et son metteur en scène. Depuis deux ans, «je suis mi-homme, mi-coffre fort», déclame ce dernier, houpette, casquette et voix de cigarettes, en gardant un œil sur la répétition du jour. Mais continuer à ne rien dire du tout sur cette cérémonie hors les murs et hors normes (300000 spectateurs répartis le long du fleuve), c'est trop risqué. Il faut tenter d'allumer la mèche olympique chez des Français dont l'enthousiasme est très loin d'être au taquet. Encore moins depuis la dissolution de l'Assemblée. D'ailleurs, à l'origine fixé au 26 juin, pour la bascule dans le dernier mois avant la cérémonie, l'embargo sur la répétition dansée a été avancé d'une semaine. Il faut que ça infuse.

Christs extatiques

La colonne «OK, vous pouvez balancer» s'étoffe, peu à peu. Conçue en juin 2023, la cérémonie a reçu un «go» définitif en mars. Mais il a fallu abandonner en route certaines idées après le passage à la moulINETTE du projet par les équipes techniques. Comme ce ballet de 200 danseurs sur un des ponts de Paris (on ne saura pas lequel) qu'il a fallu rapatrier sur les berges parce que les études de résonance et de solidité disaient qu'il y avait un risque pour l'édifice. «Chaque spectacle réel n'a jamais ressemblé à celui qui était dans ma tête», minimise Jolly, en français puis en anglais. Et puis, le 26 juillet, ce sera «la cérémonie la plus populaire de tous les temps». Un milliard de téléspectateurs annoncés. Tony Estanguet, le patron de Paris 2024, passe en voisin. Tout ça, ça va être «iconique», se félicite le triple médaillé olympique. On a sous les yeux cinquante danseurs – très United Colors of Benetton, toutes les tailles et toutes les origines semblent représentées – qui s'entraînent huit heures par jour depuis cinq jours (après avoir signé de roboratifs accords de confidentialité eux aussi). Il y

«Il y a tellement de secrets pour conserver le plus de surprises possible.»

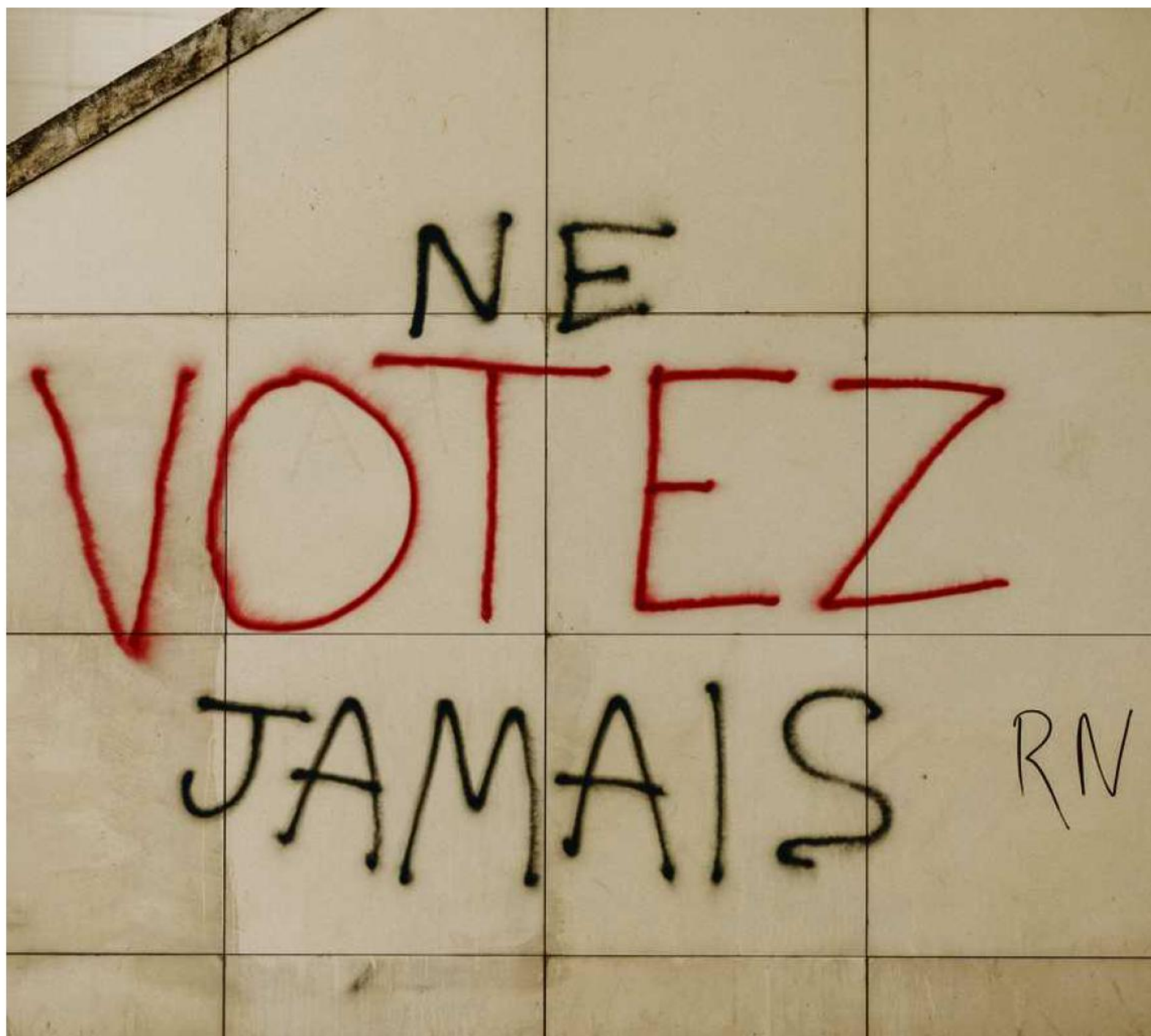
Maud Le Pladec
chorégraphe

en aura 400 pour la cérémonie d'ouverture des JO et 3000 au total sur les quatre cérémonies (ouverture et clôture) olympiques et paralympiques. On sait que la fresque du 26 juillet sera tronçonnée en tableaux (au nombre de 10 ou 12, on verra), censés représenter des morceaux de l'histoire de France. Et que la bande-son sera composée par Victor Lemasne, qui a déjà signé *Parade*, la musique qui résonnera avant chaque épreuve et podium. A 42 ans, le musicien a collaboré aussi bien avec Juliette Armanet qu'avec Justice mais surtout Thomas Jolly quand il a fallu «dépoussiérer» les chansons de *Starmania*, l'opéra-rock de Luc Plamondon et Michel Berger, qu'ils ont monté en 2022.

Le bref extrait sur lequel s'élance la troupe ce vendredi 7 juin donne dans l'électro atmosphérique shooté aux amphètes. Comme si Air et Sébastien Tellier avaient déréglé leur métronome pour débouler sur le dancefloor olympique. Ce qui a l'air de doper (aussi) Maud Le Pladec, elle qui décortiquait en 2017 dans *Libé* sa passion pour la «dimension physique de la musique». «Five, six, seven, eight», elle guide ses danseurs dans un ballet ultra-sportif. C'est maintenant ou jamais. Quarante-huit secondes de bondissements, de Christs extatiques les bras en croix et de manivelles remontées. L'ensemble file la pêche et hypnotise en même temps, à moins que ce soit le contraire. «C'est du contemporain mixé avec de l'urbain plus commercial», décrypte Sarah, danseuse pro d'origine belge qui vient de passer cinq ans au Ballet national de Marseille. «Emballant, entraînant, rafraîchissant», complète Maruani, 19 ans, silhouette effilée et essoufflée, formé au Pôle supérieur de danse Rosella-Hightower, à Cannes. Les danseurs ont été castés et leur parole cadrée avant l'arrivée des caméras. Pourquoi participer à l'aventure ? «Pour le cachet», lâche le jeune Tahitien un peu trop spontanément. Avant de se raviser : «Parce que c'est une expérience de ouf.» Ouf.

L.Br.

Photos FLORENCE BROCHIORE



Samedi sur le parcours de la marche contre l'extrême droite à Paris.



L'abstention, majoritaire dans toutes les classes d'âges actives, n'est plus le fruit d'un désintérêt pour la politique ou d'un faible niveau de diplôme, analyse le sociologue Vincent Tiberj. Elle est selon lui le fait d'une population exigeante, plus tolérante mais qui sait aussi se mobiliser.

Recueilli par
CLÉMENCE MARY
Photo MARIE ROUGE

«Les citoyens dans leur ensemble sont bien moins droitisés que les seuls électeurs»

Une société française qui se droitise à l'extrême, anti-immigrés, fermée à la diversité. Cette lecture du résultat des européennes, marquée par la percée historique du Rassemblement national, est fondée sur les votes exprimés. Mais c'est oublier que la grande gagnante de ces élections reste l'abstention, pointe le sociologue Vincent Tiberj, professeur à Sciences-Po Bordeaux et coauteur de *Citoyens et partis après 2022, Eloignement, fragmentations* (PUF, mai 2024). Une majorité silencieuse loin d'être dépolitisée et qui, notamment dans les générations récentes, est bien plus tolérante et sensible aux valeurs portées par la gauche. Un appel au barrage républicain émanant d'une gauche forte sur ces sujets (inégalités, climat et diversité) pourrait mobiliser ces électeurs intermittents, plaide le spécialiste des comportements électoraux.

Au-delà du score de l'extrême droite, la grande gagnante des européennes reste l'abstention...

Oui et cela fait relativiser. Les votes exprimés sont importants car ils ont de très grandes chances de se répéter, notamment chez les électeurs du RN. Mais en tirer des conclusions sur l'ensemble de la population est biaisé. Dire que le RN a percé dans la jeunesse, caractérisée par 60 % à 65 % d'abstention, est faux. Le vote RN des jeunes reste minoritaire, tout comme chez les ouvriers, et même si c'est un vote d'adhésion. Si l'on regarde l'ensemble de la société, les citoyens sont beaucoup moins droitisés que les électeurs, et que la sphère politique et médiatique.

Le vrai vote contestataire serait donc le non-vote ?

Jusqu'aux années 1980, la vision classique de l'abstentionnisme expliquait le silence de ces citoyens par leur mauvaise intégration, le manque de compétence, l'incompréhension cognitive des enjeux d'un scrutin. Ces citoyens dominés étaient au mieux du «bruit statistique» qu'on laissait de côté parce qu'on considérait qu'il n'y avait pas grand-chose à faire. Cette conception reste dominante, et invisibilise d'autres logiques. Dans les années 1990, François Héran le montre, l'abstention a progressé mais c'est surtout la constance du vote qui recule. Les enquêtes de participation de l'Insee montrent que les abstentionnistes systématiques ne sont pas si nombreux, qu'il y a des électeurs constants et d'autres, intermittents. Anne Muxel parle d'abstentionnistes «hors-jeu» face à ceux qui sont «dans le jeu» et mettent en œuvre une abstention stratégique, pour exprimer un dé-

IDÉES/

saccord. A partir de 1997, puis 2002, ce vote intermittent s'étend sociologiquement et dans les générations.

Qu'est-ce qui définit cette citoyenneté «distante» ?

Dans une démocratie représentative, le rôle des électeurs est secondaire, la figure centrale est l' élu. Et la représentation n'est pas forcément représentative. Cette culture-là fonctionnait bien dans une société où le niveau de diplôme était limité et où une domination sociale et politique classique, telle que décrite par Bourdieu, s'exerçait. Ceux qui allaient voter suivaient la ligne d'un parti, opinaient sans se sentir assez légitimes pour créer leur propre lien à la politique. Cette culture est présente dans les générations d'avant-guerre et chez certains baby-boomers. C'est la culture du chef, de l'homme fort, qui n'aurait pas besoin de se préoccuper du Parlement. On la retrouve aussi à droite, dans les partis gaullistes. Elle permet de maintenir un matelas de voix pour certains candidats. Mais pour les générations plus récentes, s'en remettre à un candidat et une élite ne suffit plus, ce qui renforce le hiatus entre citoyen et électeur et aboutit à ce que les urnes soient moins représentatives. Ce n'est pas un refus du politique, ces abstentionnistes ne sont pas sans avis même si les «sans-parti» y sont majoritaires. Ces générations utilisent d'autres modes d'action, où l'on se fait davantage plaisir sur le plan expressif : manif, pétition, militantisme associatif.

Associe-t-on trop facilement l'abstention à la jeunesse ?

Depuis plus de vingt ans, ce n'est plus une question d'âge. Il y a une sorte de ligne plane, le rapport au vote ne bouge plus à partir du moment où une génération rentre dans le jeu électoral. L'abstention n'est plus un effet de moratoire politique lié à la jeunesse, qui ne saurait pas se situer sur l'échiquier politique, etc. L'ensemble des classes d'âge actives compte désormais une majorité d'abstentionnistes. La seule différence qui reste aujourd'hui est entre les retraités et tous les autres. Qu'on ait une trentaine, une quarantaine ou une cinquantaine d'années, le vote intermittent est majoritaire, alors même que ces générations n'ont jamais été autant diplômées. Un baby-boomer peu diplômé aura plus de chances de participer qu'un millennial diplômé du supérieur. 50% des cadres n'ont pas voté dimanche, alors qu'ils étaient auparavant extrêmement alignés sur le vote, notamment pour des scrutins comme les européennes qui les concernaient beaucoup. **Comment l'expliquez-vous ?**

«Les enquêtes montrent que lorsqu'il y a de l'enjeu, les citoyens se déplacent. Mais la campagne sera historiquement courte. C'est pour Macron une manière d'escamoter le débat public.»

On a pensé que l'augmentation des diplômés dans la population allait créer des super-citoyens, très connectés à la politique, actifs, se mobilisant au moment voulu, suivant les normes électorales, etc. A l'inverse, le diplôme crée aujourd'hui de la distance. 50% des millenials vont fréquenter le supérieur, sont aptes à traiter cognitivement une information surabondante et accessible, et ont de la mémoire. Ça change la donne en matière de connaissance d'une société. En face, les responsables politiques jouent avec les mots, utilisent des slogans pour convaincre, comme celui de «réforme juste» qualifiant la réforme des retraites, qui s'est périmée une fois effectuée l'analyse des effets de cette réforme. Les reniements, les changements de cap, les rengaines sur un retour du PS (avec seulement 14% d'une élection marquée par 50% d'abstention !) alors que la mémoire du mandat Hollande est encore là, ne vont pas rapprocher les citoyens des urnes.

Aux législatives on vote pour un élu de proximité. Cela peut-il mobiliser ?

Pas sûr, car il y a de moins en moins de députés connus. Le temps où des députés tenaient leur fief et survivaient même en cas de déroute nationale de leur parti est révolu. En 2017, de nouveaux visages sortis de nulle part ont été élus juste sur l'étiquette nationale. La prime au sortant ou à la notoriété ne sera pas simple, d'autant que la campagne laisse peu de temps pour travailler l'ancrage local. Néanmoins, plus la participation sera haute, plus les chances de triangulaire le seront, ce qui rend encore moins prévisible l'issue du scrutin.

L'appel au barrage républicain peut-il être plus efficace ?

Les enquêtes montrent que lorsqu'il y a de l'enjeu, les citoyens se dépla-

cent. Mais la campagne va être historiquement courte. C'est pour Macron une manière d'escamoter le débat public, d'enjamber les législatives comme il a enjambé la présidentielle. Même enjeu pour le RN qui a tout intérêt à rester sur ce niveau d'abstention. Il a gagné des électeurs constants. Il joue à domicile en termes de thématiques et part avec de l'avance. Beaucoup va se jouer sur les citoyens distants. Les toucher ne sera pas facile, avec l'arrivée de l'Euro de foot et les vacances. L'effervescence électorale n'est pas garantie, celle qui favorise la mobilisation, quand toute la société se met à bruisser, dans les familles, au travail. Les médias vont avoir du mal à organiser de grandes émissions pour faire vivre le débat. Mais si tous les acteurs de gauche, partis, syndicaux et associations, jouent de «l'alerte au feu», il y a de fortes chances qu'elle soit entendue des citoyens distants. Reste les citoyens plus éloignés...

Sur quels autres leviers la gauche peut-elle s'appuyer pour mobiliser les abstentionnistes ?

Elle doit être vraiment de gauche et se rendre visible sur les questions sociales, d'acceptation de la diversité, de droits, le climat. Des valeurs porteuses pour une majorité de la jeunesse, les enquêtes sur l'indice de tolérance de la population le montrent. Sur l'éducation, par exemple, la gauche doit-elle suivre le discours de Macron sur l'autorité ou proposer des moyens de lutter contre les inégalités, rendues particulièrement visibles ces derniers mois avec les affaires liées au privé et à l'évitement du public ? Elle ne doit pas seulement s'adresser à la jeunesse mais à toutes les générations nées après le baby-boom.

Vous avez aussi travaillé sur le vote anti-immigration. Que nous apprennent les résultats des européennes ?

Ils montrent un paradoxe. Plus une génération est ancienne, plus elle

est anti-immigrés. Mais plus une génération est récente, plus les anti-immigrés ont de chances de voter pour le RN. Prenez deux personnes anti-immigrés, l'une née dans les années 40 et l'autre dans les années 80. Le premier avait historiquement moins de chance de voter pour le RN, car ce n'est pas dans sa culture politique. Alors qu'un jeune n'a pas de souci à voter RN. C'est ainsi que Macron en 2022 s'est écroulé chez les jeunes, au profit de Mélenchon puis de Le Pen. Le problème, c'est que la digue chez les boomers s'est fortement fissurée. D'où le basculement de LR vers le RN. Sur toute la côte Atlantique, dans des coins qui fourmillent de résidences secondaires de retraités, le RN n'a jamais été aussi haut. L'arrivée de Bardella a permis de légitimer le RN dans ces populations. Dès l'instant où cette digue a cédé, il y a beaucoup plus de réserves de voix dans ce vivier que dans les générations d'après. ◆

SIGNÉ COCO



CULTURE/

Paul Chemetov,
en septembre 2015
à Paris. PHOTO
DOMINIQUE FAGET. AFP



Paul Chemetov laisse béton

L'architecte, à qui l'on doit le ministère de l'Economie et des Finances à Paris et des milliers de logements sociaux en banlieue, s'est éteint à 95 ans.

En règle générale, les architectes s'éteignent avant leurs bâtiments. Certains font toutefois l'expérience inverse et on peut y déceler l'obsolescence des constructions, la versatilité des besoins de l'époque ou encore la longévité des concepteurs. Paul Chemetov fait partie de ceux-là. En 2014, il a vu tomber un de ses immeubles de logements à Courcouronnes (Essonne), trente ans seulement après son édification. Trois ans plus tard, c'est la tour Cara, un foyer de jeunes travailleurs, qui disparaissait du paysage de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). A l'été 2022, l'architecte se battait encore pour sauver des constructions aux Briques-Rouges à Vigneux (Essonne), menacées de finir comme les autres sur l'autel du renouvellement urbain.

«Au XX^e siècle, nous avons construit bien plus que durant les siècles passés : ce patrimoine inclut des bâtiments non réparables, non habita-

bles et qu'il faut détruire, concédait Chemetov à *l'Humanité* en 2019. D'autres, en revanche, peuvent être rénovés.» Et l'homme d'estimer que «les architectes doivent avoir une grande conscience du temps». Lui plus que quiconque, qui signa au fil des décennies de très nombreuses réalisations – des logements sociaux par milliers ou le ministère de l'Economie et des Finances à Paris. Il s'est éteint dimanche à 95 ans.

PÈRE CASTOR ET LE CORBUSIER

Paul Chemetov est né à Paris en 1928. Son père, Alexandre Chemetoff – selon la graphie française, le fils, lui, a préféré la russe – et sa mère, Tamara Lvova Blumine, se sont rencontrés dans le milieu des artistes russes de Montparnasse, creuset d'exilés de la Révolution de 1917. Le paternel, qui a œuvré au renversement du tsarisme comme socialiste révolutionnaire, avait fini par fuir la guerre civile en 1920. Direction la France où, sous le pseudonyme de «Chem», il réalise divers travaux d'illustration : une affiche des biscuits «l'Alsacienne», des caricatures dans le périodique russe *Oukhvat* et plusieurs albums jeunesse. Quand paraît *Chacun sa maison*, dans la collection du «Père

Castor», le petit Paul va sur ses 5 ans. Livre prophétique ? Peut-être. L'affirmation de sa vocation, Chemetov la situe toutefois quelques années plus tard, durant son adolescence. En pleine Occupation, la famille a quitté Paris pour se réfugier à Châteauroux, en zone libre. Au lycée, le jeune Paul est fasciné par une conférence donnée par l'architecte Jacques Barge. A la même époque, il découvre dans la bibliothèque du père d'un de ses condisciples des livres de Le Corbusier. «Ces bouquins, dans l'atmosphère confinée et oppressante de l'Occupation, c'était des paroles d'espoir sur l'avenir...» dira-t-il en 2019, revenant sur cette période pour *la Nouvelle République*. Dans le Berry, Paul Chemetov ne rencontre pas que son destin professionnel. Il se lie aussi avec une jeune Parisienne de son âge également réfugiée à la campagne. Christine Soupault, fille du poète surréaliste Philippe Soupault, deviendra sa femme.

Une fois la guerre terminée, la famille Chemetoff remonte à Paris et Paul entre aux Beaux-Arts en 1947. Il vit alors pendant quelques années avec ses parents dans une habitation qu'on n'appelle bientôt plus «à bon marché» mais «à loyer modéré». La dénomination change

mais la surface reste la même : 55m² pour trois pièces dans le populaire XIII^e arrondissement. «Ça n'était pas tout à fait habitable, heureusement que la vie était agréable avec mes parents», décrivait-il. Proposer des logements «habitables» – ce qui implique notamment une taille décente – deviendra l'une des obsessions de l'architecte.

Son entrée dans la profession, en 1960, se fait au sein d'un mouvement qui fit date : l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (AUA), qui regroupe au sein d'une même structure différents professionnels de la ville. A l'époque où ceux-ci s'installent généralement dans les beaux quartiers de Paris, l'AUA emménage dans une ancienne imprimerie de la modeste cité Champagne, à quelques encablures de la porte de Montreuil. Dans ce coworking avant l'heure, qui prend la forme d'une coopérative, il s'agit autant de partager des frais et des services que d'agiter des idées. Engagés, les membres de l'AUA critiquent l'académisme du prix de Rome, dénoncent des écoles d'architecture coupées du réel, entendent ouvrir la production de la ville à l'apport des sciences sociales... De quoi se voir étiqueter «architectes rouges», d'autant que les membres de l'ate-

lier travaillent beaucoup pour des municipalités communistes. Un costume un poil caricatural – des sensibilités de gauche plus diverses s'expriment au sein de l'AUA – mais que Paul Chemetov, compagnon de route du Parti, endosse très bien. A la faucille et au marteau répondront l'acier et le béton.

GRANDE GALERIE DE L'EVOLUTION

Chemetov sera un architecte de la structure et de la matière, adepte de la tôle, des granulats et de la brique, se revendiquant volontiers du brutalisme et d'inspirations industrielles. La patinoire de Saint-Ouen, assise sur des contreforts de béton, bardée de panneaux métalliques et surmontée de poutrelles démesurées, peut apparaître comme un bâtiment programmatique. Même si, au moment de se souvenir de lui, on ventera plutôt l'ambassade de France à New Delhi, la rénovation de la grande galerie de l'Evolution du Muséum d'histoire naturelle et bien sûr le ministère de l'Economie et des Finances, à Bercy, sa construction la plus célèbre. Autant de programmes réalisés avec son complice Borja Huidoboro, un architecte chilien arrivé en France dans les années 60 et qui intégra lui aussi l'AUA, avant que Chemetov et lui ne montent leur agence commune. Autant de programmes marqués aussi du sceau du mitterrandisme triomphant, une époque où Chemetov décroche ses plus grosses commandes publiques, qu'il qualifiera d'«âge d'or».

Au rayon des commandes d'Etat, il y aura aussi la Méridienne verte, soit la plantation de plus de 10000 arbres le long du méridien de Paris, du nord au sud de la France, pour célébrer le passage à l'an 2000. Un contrepoint végétal et grandiloquent à une carrière dominée par la minéralité et le nécessaire. «Au travers de ma vie, j'ai infiniment plus construit de logements en quantité et en surface, dans d'innombrables programmes, rappelait Chemetov en 2012 à Rue 89 lorsqu'on lui parlait de ses réalisations les plus prestigieuses. Mais qui s'intéresse au logement ?» Quelques personnes, tout de même. Comme le bailleur qui fit appel à lui en 2015 pour rénover les Coursives à Pantin, une imposante barre d'immeuble HLM en briques rouges... que le même Chemetov avait conçu trente ans plus tôt. L'étanchéité thermique était à revoir, mais la qualité intérieure des logements – spacieux – n'avait pas pris une ride. Parfois des architectes meurent après leurs bâtiments. Plus rares encore sont ceux qui les rénovent de leur vivant.

LOUIS MOULIN

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,232 € HT).

75 PARIS

Enquête Publique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

PRÉFET DE PARIS

RAPPEL

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Préalable à la fixation des alignements et de classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la ruelle des Hébrard à Paris 12^e arrondissement

du lundi 17 juin 2024 à 8h30

au vendredi 5 juillet 2024 à 23h59

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2024, une enquête publique portant sur le projet de fixation des alignements et de classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la ruelle des Hébrard sera ouverte à la mairie du 12^e arrondissement, siège de l'enquête, du lundi 17 juin au vendredi 5 juillet 2024 inclus.

Pendant cette période, le dossier d'enquête en format papier sera consultable par le public qui pourra produire ses observations à la mairie du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil, aux jours et horaires d'ouverture habituels.

Les observations seront consignées au registre d'enquête ouvert à cet effet. Elles pourront également être adressées par courrier à la mairie du 12^e arrondissement, pendant toute la durée de l'enquête, à l'attention de Monsieur Olivier CAZIER, désigné en qualité de commissaire enquêteur. Ces observations seront annexées au registre d'enquête.

De plus, en tant que moyen de communication complémentaire, le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête via le site internet suivant :

<https://www.registre-numerique.fr/classement-ruelle-hebrard>

Les observations et propositions du public pourront aussi être déposées sur le registre dématérialisé via le site internet précité qui sera ouvert du lundi 17 juin à 8h30 au vendredi 5 juillet 2024 à 23h59.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public lors des permanences, aux jours et heures précisés ci-après :

Mairie du 12^e arrondissement

130, avenue Daumesnil
jeudi 20 juin 2024 9h à 12h

Conservatoire Paul Dukas

51 rue Jorge Semprún - Paris 12^e
mardi 25 juin 2024 9h30 à 12h30

Visio conférence

sur rendez-vous à réserver au minimum 24 heures avant, par le biais du site dédié à l'enquête publique : <https://www.registre-numerique.fr/classement-ruelle-hebrard> ou par téléphone au 01 83 62 45 74 (joignable du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h), jeudi 4 juillet 2024 18h30 à 21h30

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées au préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie de ce rapport et conclusions du commissaire enquêteur seront déposés à la mairie du 12^e arrondissement pour y être tenu à la disposition du public.

Toute personne intéressée pourra obtenir communication des documents précités, en adressant sa demande par écrit à la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris (UDEAT 75 - SUPET - PUUP), 5, rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15.

EP 24-309 / contact@publilegal.fr

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS - 94

Appartement à vendre 5 pièces - 87,14 m2

À deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 301 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A-E Val de Fontenay. A seulement 2 minutes à pieds des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS, offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé au 1^{er} étage avec ascenseur, le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,18 m² pouvant facilement se transformer en quatrième chambre, une salle de bains et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

<https://www.seloger.com/annonces/achat/appartement/fontenay-sous-bois-94/215410411.htm>

tél : 0614081414 agence s'abstenir
MERCI

**Vous voulez passer
une annonce dans**

Libération

**Vous avez accès
à internet ?**

Découvrez notre site de
prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.liberation.fr>

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Votre journal

Libération

est habilitée pour toutes
VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail legales-libe@teamedia.fr

MAD SPORTS BAR

**TOUS LES SPORTS,
TOUS LES JOURS**

SPORTS - BURGERS - BIÈRES - FUN MUSIC
7j/7 de 17h à 2h
et jusque 5h les jeudi,
vendredi et samedi

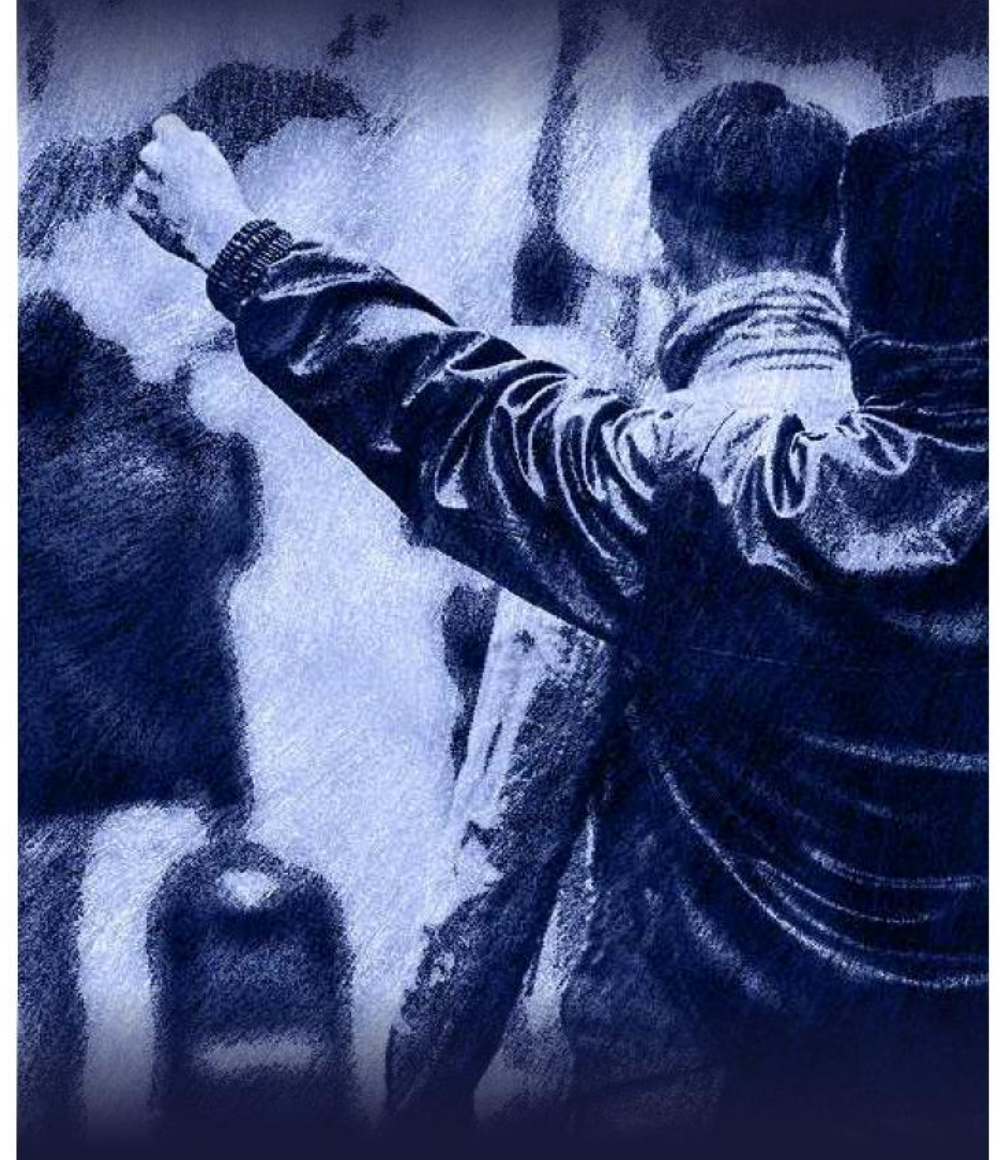


Be Mad, Be Sports !

www.mad-sports-bar.fr/

11 rue de Lappe • Paris 11^e - M° Bastille

**Chaque mardi,
la newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême
droite, du RN
aux groupuscules
violents**



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



Athlète de la vanne

Paul de Saint Sernin Le sniper comique de «Quelle époque!», salué pour ses fulgurances, peaufine son stand-up et s'apprête à officier en artilleur des JO.



Vous pensez l'avoir vu au Louvre encadré parmi quelques vernissés au poil mousquetaire. Pourtant, malgré ses ressemblances centenaires, c'est à la télé et sur les scènes des comedy clubs que Paul de Saint Sernin s'affiche. Roitelet de la repartie, bien plus guillotiné que guillotiné, l'homme préfère la boucle WhatsApp à la perruque et porte du sportswear flashy. Adidas ayant capté en moins de trois bandes l'attrait de ce taquin d'1,91 mètre, à la musculature déliée et aux millions de vues sur TikTok.

Sur la péniche-hôtel où on le rencontre, le trentenaire suggère un cliché, un bond au-dessus du couloir de nage. Dans le pire des cas, l'envol pourrait se terminer en fou-rire aquatique. Requête retoquée, on se confine à fond de cale, avec en guise d'apéro une réflexion sur les expressions à la mode. Teintée de positivisme à pouce levé, «c'est OK» l'horripile. Comme «c'est problématique», litote pointant une faute grave, la caresse à rebrousse-poil d'une tendance validée par la meute. Imperméable aux conventions sociales, conscient de ses «lacunes émotionnelles», le chroniqueur avoue ne pas souscrire à l'autocongratulation et aux effusions affectées du PAF. «Quand, à la fin de l'émission, tout le monde se prend dans les bras, je n'arrive pas à dire que c'était super, je donne mon avis de but en blanc.»

Dégainer plus vite que son ombre, viser juste, s'éviter les dégâts collatéraux. Les règles tacites de son humour incitent à filer la métaphore militaire. D'autant que ses victimes, hilares, s'exclament souvent : «Tu m'as tué, mec.» Pourtant, si ce fils d'un courtier en assurances et d'une mère employée chez BNP Paribas évoque des tirs, il y a des chances que le mitrailleur soit chaussé de crampons. Footeux frustré, il s'est fourvoyé quelques mois en école d'ingénieur avant d'opter pour le journalisme sportif. Ex d'Infosport +, de Téléfoot ou de l'Equipe 21, le numéro 10 du Média FC parle bien de ce

sport vecteur d'intégration et source d'inspiration. Aussi mal à l'aise que Zidane, admirateur admiré, dans les événements mode de leur équipementier commun,

il adore ces moments réjouis, où, crotté et transpirant, il reprend le métro direction Neuilly et son appartement. D'ailleurs, il renoncerait à toutes les promesses d'Olympia pour un match au Parc des princes. Fertilisé par la foi, son arbre généalogique s'étoffe vers le bas en une pléthore de jeunes pousses. En Aveyron, lieu d'origine de la famille, les saladiers de taboulé se multipliaient quand déboulaient les 43 cousins et leurs parents. Respectant le silence imposé, la marmaille ne mouftait pas. L'interdit se fissure le jour où la voix de Paul s'élève pour brocarder le grand-

LE PORTRAIT

père. Le gosse ne pratique alors que le tennis, gazon rimant avec mauvaises fréquentations, mais le tir dans la lucarne est déjà acquis. Aujourd'hui, l'effronté par intermittence bosse les bios de ses proies afin de fondre sur elles avec efficacité, et continue à chérir cloisonnement et pas de côté. Quant à sa capacité d'adaptation, elle remonte à son adolescence, quand il était «caillera» chez les scouts le samedi, enfant de chœur le dimanche matin, et «premier de la classe» au FC Chaville l'après-midi.

Longtemps, l'aîné de six s'est levé de bonne heure, investi de sa mission tartines et confiture. Désormais, il s'accorde une vie sans réveil. Décalé par une scolarité en accéléré (il a sauté deux classes), il n'a pris conscience que tardivement des fixettes hormonales de ses pairs. Jamais invité aux soirées, il est passé au travers des addictions, n'a jamais tiré la moindre tafe, tabac et beuh confondus, et zappe sans peine les festivités arrosées. Pour les besoins du rire, il peut demander à Clara Luciani de l'épouser, proposer à Léa Salamé des sentiers de traverse ou prétendre avoir trouvé sur Tinder le profil de sœur Albertine. Une chevalière phagocyte son alliance, lui floute avec constance son intimité mariée. Tout juste concède-t-il un intérêt «sans arrière-pensée» pour les petits défauts des beautés classiques ainsi qu'un œil vaguement émoustillé par l'actrice Marine Vacth.

«Cool et catho», le slogan flaire la campagne de catéchèse. La religion est son «garde-fou», ce qui ne l'empêche pas de tester l'effet d'un juron sur son public. «Dieu te laisse libre de faire un doigt d'honneur, c'est beau et compliqué à la fois», analyse-t-il.

Bien qu'il lui soit arrivé de tracer un parallèle entre la messe et le stand-up, où il faut parfois «convaincre trois mecs bourrés», il s'interdit de titiller les obédiences. Spontané dans son tutoiement, il continue à vouvoyer ses parents.

Ses proches témoignent de sa logique soufflante et d'un besoin névrotique de tout comprendre. Etiqueté neuroatypique, il décrit les écueils de ses facilités, pression scolaire, exigences persos stratosphériques, autodépréciation permanente. Peu impressionné par les hiérarchies, il s'adresse avec la même décontraction à Macron et à son agent de sécurité, se vautre à dessein dans l'outrance ou la misogynie franchouillarde façon OSS 117 face à Sandrine Rousseau. Conscients de la force de frappe de l'impertinence, les politiques repostent parfois ses tacles ou en rient très fort comme Bardella en 2022. Avant la finale de la Coupe du monde, Saint Sernin lui avait suggéré deux tweets : 1) «La France championne du monde, merci à Giroud, Griezmann et Lloris», 2) «Argentine championne, défaite cruelle pour Tchouameni, Koundé et Dembélé». En 2017, il a suivi la campagne présidentielle pour le *Petit Journal* de Canal +, et voudrait ne jamais ressembler à «ces petits messieurs». Rideau tiré sur l'isoloir, il ne concède qu'un indice. Aux européennes, le gagnant n'a pas eu son vote, ce qui laisse une bonne marge de manœuvre...

Inclusif et égalitaire, il canarde large, n'épargnant ni les malades ni les handicapés. Dans son viseur, Philippe Croizon, quadri amputé, devient «le seul à avoir moins de membres que le Parti socialiste». Olivier Goy, malade de Charcot, lui a mis une des plus grandes claques de son existence. Depuis, le comique se mobilise pour le Défi givré de l'invincible en fauteuil et concède une vision moins tranchée sur la fin de vie.

Côté clivages en cours, il souhaite un cessez-le-feu immédiat entre le Hamas et Israël, et assume de passer pour un écerelé en posant la question suivante : «Le philosophe qui vient faire un cours de géopolitique pour valider le massacre des enfants et des civils est-il sain d'esprit?» Copie flottante du tennisman Tsitsipas, il a réussi une année à se faire passer pour le Grec et à s'échauffer quelques minutes sur le court central de Roland-Garros. L'athlète de la vanne sera bientôt la caution humoristique de *Quels Jeux*, seconde partie de soirée quotidienne et éclectique des JO sur France 2. Dans l'intervalle, cet insatisfait chronique et perfectionniste de l'absurde, fan des stand-uppers Roman Frayssinet et Jason Brokerss, repatouille sans cesse son spectacle. Au Mans, un spectateur est parvenu à faire sa demande de mariage sur scène. Avis à tous les agencés potentiels : inutile de contacter Paul de Saint Sernin sur Insta. A l'avenir, il sera intraitable. ♦

Par **NATHALIE ROUILLER**
Photo **HENRIKE STAHL**

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

20h50. Football : Portugal / République tchèque. Sport. Euro 2024. 22h55. Le mag de l'Euro. Magazinel. 23h30. Secret Story. Divertissement. La finale.

FRANCE 2

21h10. Le Duplex. Théâtre. Avec Francis Perrin, Pascal Légitimus. 22h40. Fallait pas le dire !. Théâtre. Avec Évelyne Bouix, Pierre Arditi.

FRANCE 3

21h10. La doc et le veto. Série. Le lac du diable. Avec Michel Cymes, Dounia Coesens. 22h40. La doc et le veto. Série. En chiens de faïence.

CANAL+

21h10. King's Land. Drame. Avec Mads Mikkelsen, Amanda Collins. 23h15. Soudain seuls. Drame. Avec Gilles Lellouche, Mélanie Thierry.

ARTE

20h55. Casse du siècle au Liban. Documentaire. 22h35. Nuits de noces. Documentaire.

M6

21h10. Zone interdite. Magazine. Insolite ou petit budget : un mariage à leur image. 23h00. Football : Dans l'intimité des nouveaux Bleus.

FRANCE 4

21h10. Mythologies (Anjelina Preljocaj - Thomas Bangalter). Danse. 22h40. Les enfants terribles. Opéra.

FRANCE 5

21h05. Pas de clim pour le climat. Documentaire. Comment avoir moins chaud en ville. 21h55. Ça chauffe au rayon thé glacé. Documentaire. 22h50. C ce soir.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Les Milles. Drame. Avec Jean-Pierre Marielle, Ticky Holgado. 22h55. Le pont de la rivière Kwai.

TMC

21h25. Le diable s'habille en Prada. Comédie. Avec Meryl Streep. 23h25. Qu'est-ce qu'on a encore fait au Bon Dieu ? Film.

W9

21h10. FBI. Série. Un héros ordinaire. Tout ça par amour. 22h40. FBI. Série. 3 épisodes.

NRJ12

21h10. Tous les chemins mènent à Rome. Téléfilm. Avec Raoul Bova. 23h00. Le labyrinthe : le remède mortel.

C8

21h15. Un moment d'égarement. Comédie dramatique. Avec Vincent Cassel, François Cluzet. 23h10. Problemos.

TFX

21h05. Soleil, buffet et activités illimitées : le succès des vacances all inclusive. Magazine. 22h55. Camping et camping-car : les vacances en liberté. Magazine.

CSTAR

21h10. Le meilleur forgeron. Télé-réalité. L'épée de chasse à dos de scie. Le couteau de Jet Sengese. 22h45. Le meilleur forgeron. Télé-réalité.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Camping Paradis. Série. Mystère au camping (Parties 1 & 2). 22h40. Camping Paradis. Série.

6TER

21h10. La plage. Aventures. Avec Leonardo DiCaprio, Virginie Ledoyen. 23h20. Baywatch : alerte à Malibu. Film.

CHÉRIE 25

21h05. Snapped : les femmes tueuses. Magazine. 2 épisodes. 22h55. Snapped : les femmes tueuses.

RMC STORY

21h10. Alien Theory. Documentaire. 2 épisodes. 23h00. Alien Theory. Documentaire.

LCP

20h35. Débatdoc. Documentaire. Bouddhisme, la loi du silence. 21h30. Débatdoc. 22h00. Sens Public.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux), Frédéric
Béziaud (préresse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Mathieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES

& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

LE TRI
+ FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'eutrophisation :

PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prenom.nom@liberation.fr

► SUDOKU 5312 MOYEN

2	7						8	1
		4		7				
		8	1		3	9		
9		2				8		3
		1	2		6	4		
7	5		3		6			2
5		6	4	8	7	3	2	
				1				
4	3						5	8

► SUDOKU 5312 DIFFICILE

	8			9	4			
		9	6	7	1			5
			2				7	
4	5					9	8	
1								7
	9	3			2		1	4
	2			6				
6	3		1		7	2		
			9	2			4	



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

5	7	4	9	2	6	8	1	3
2	1	6	8	3	5	7	4	9
8	3	9	4	7	1	2	5	6
6	8	5	7	9	4	3	2	1
9	2	7	1	5	3	4	6	8
3	4	1	6	8	2	9	7	5
1	6	8	2	4	9	5	3	7
4	9	3	5	1	7	6	8	2
7	5	2	3	6	8	1	9	4

5	4	2	1	8	9	6	3	7
7	6	1	2	4	3	5	8	9
3	8	9	5	6	7	4	1	2
6	7	3	8	9	1	2	4	5
9	2	8	3	5	4	7	6	1
1	5	4	6	7	2	8	9	3
8	9	6	7	1	5	3	2	4
2	1	5	4	3	6	9	7	8
4	3	7	9	2	8	1	5	6

DIFFICILE

MARDI 18

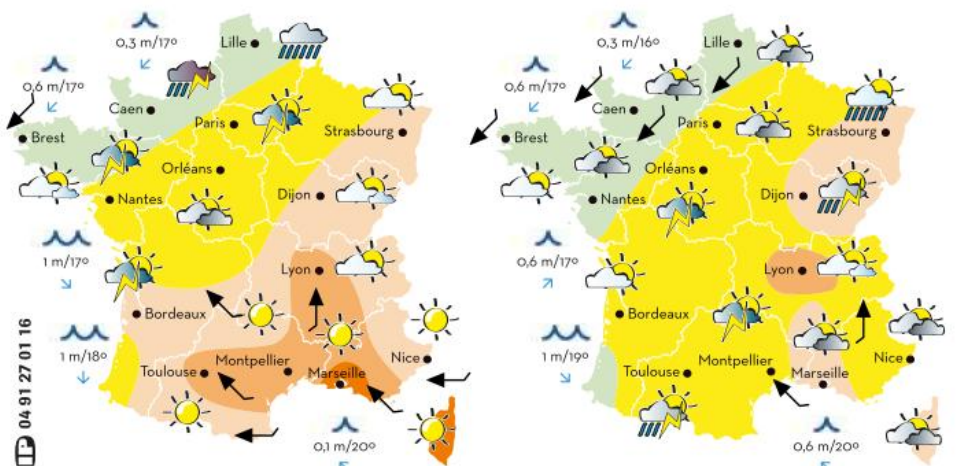
Des pluies orageuses concernent toutes les régions du Nord-Ouest. De l'Est au Sud du territoire, le temps est sec et rapidement lourd.

L'APRÈS-MIDI Pluies et averses orageuses persistent de la façade atlantique au nord du pays alors qu'il fait chaud dans l'Est et au Sud.

MERCREDI 19

Le temps est instable avec des averses orageuses dans l'Ouest. Il est plus calme ailleurs, rapidement chaud dans l'Est.

L'APRÈS-MIDI Alors que la chaleur persiste dans l'Est et au Sud avec 30 °C l'après-midi, les averses orageuses se poursuivent dans l'Ouest.



-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°
--------	------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soleil	Éclaircies	Nuageux	Pluie	Couvert	Orage	Pluie/neige	Neige
--------	------------	---------	-------	---------	-------	-------------	-------

Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible
www.lachainemeteo.com
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	18	Lyon	17	28	Alger	21	27
Caen	13	17	Bordeaux	18	27	Berlin	15	25
Brest	14	19	Toulouse	18	28	Bruxelles	14	19
Nantes	15	23	Montpellier	16	28	Jérusalem	20	34
Paris	13	24	Marseille	18	33	Londres	11	17
Strasbourg	14	28	Nice	17	27	Madrid	17	28
Dijon	15	27	Ajaccio	17	31	New York	19	29

Libération
La boutique

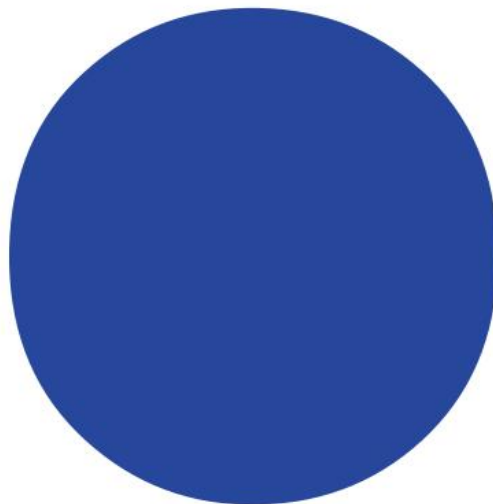
Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collecteurs sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR



LA GRANDE PARADE DU 93



DIM. 23 JUIN 2024 DÈS 16 H • AUBERVILLIERS → PANTIN
ON NE VA PAS SE DÉFILER !

→ **INFORMATIONS** → **ONNEVAPASSEDEFILER93.ORG**



Soutenu
par

